Groupe espelia

ressources
Consultants Finances

Communauté de communes du Bassin de Marennes

DOB 2024 – Contexte national, loi de finances pour 2024 ; situation financière de la CCBM et prospective financière

Document de travail – Commission finances

Mercredi 14 février 2024

24eJCH57

Sommaire

01 – CONTEXTE NATIONAL ET LOI DE FINANCES POUR 2024 3

02 – SITUATION FINANCIÈRE DE LA CCBM À FIN 2023 (budget principal) 34

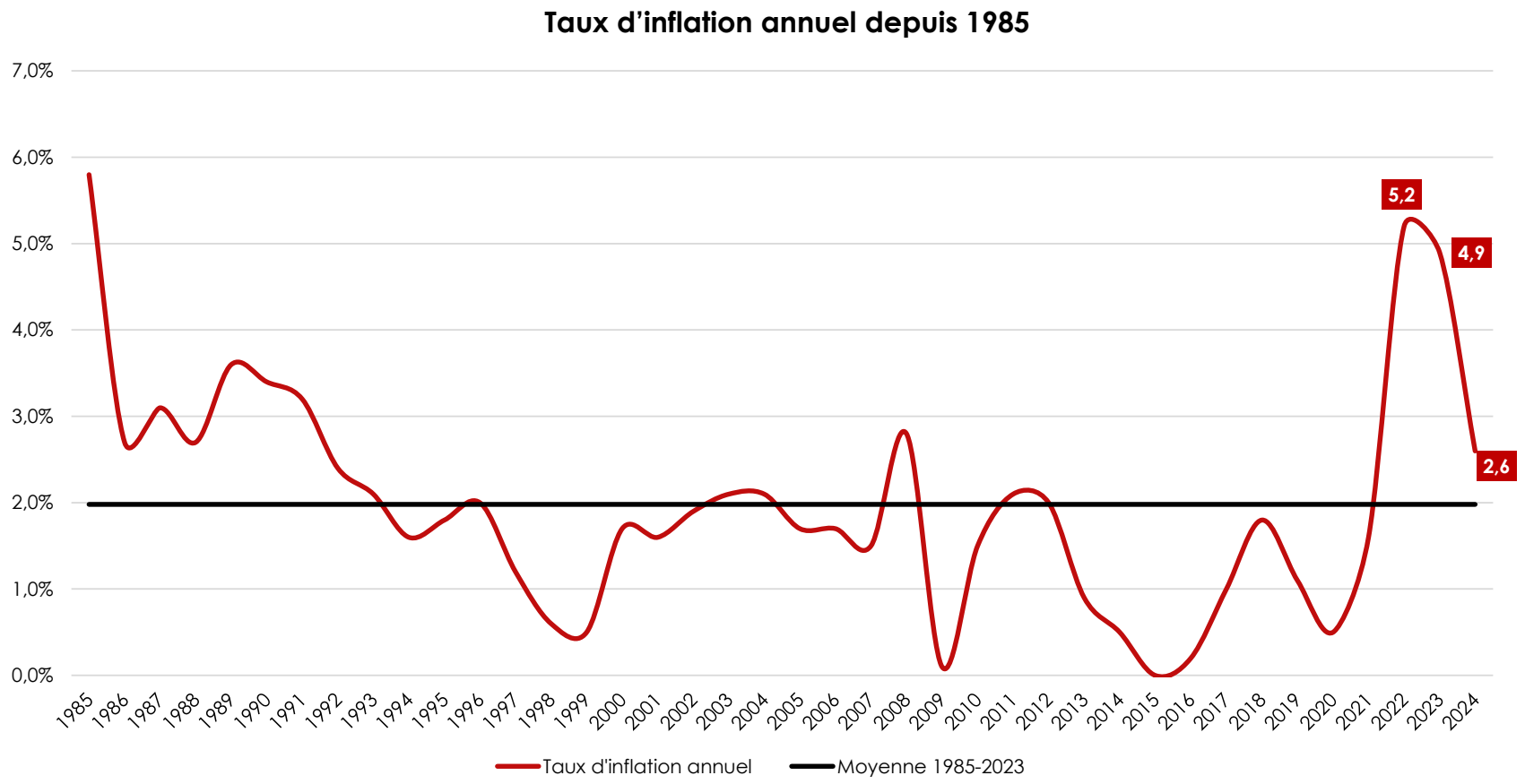
03 – ACTUALISATION DE LA PROSPECTIVE FINANCIÈRE 2023-2028 43

1.

CONTEXTE NATIONAL ET LOI DE FINANCES POUR 2024

L'inflation : les hypothèses retenues par le gouvernement

	2022	2023	2024	2025	2026	2027
IPC (RESF)	5,2%	4,9%	2,6%	n.d.	n.d.	n.d.
IPC hors tabac (RESF)	5,3%	4,8%	2,5%	2,0%	1,75%	1,75%

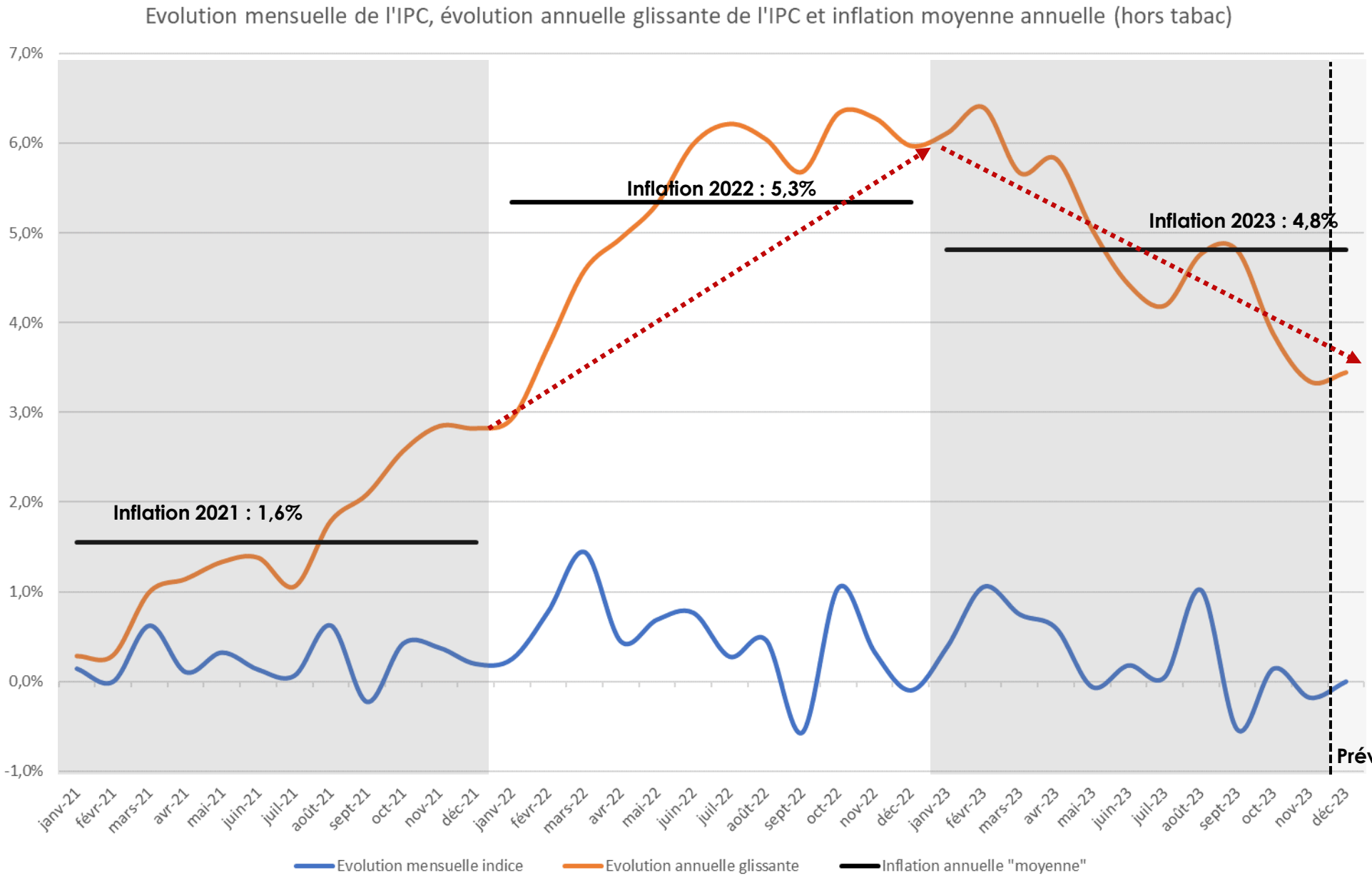


Le gouvernement table sur une inflation de 4,9% pour 2023, soit un niveau proche de l'inflation définitive de 2022 (5,2%), et bien au-dessus de la moyenne constatée sur la période 1985-2023 (1,98%). Si l'Insee ne révise pas son estimation, ce chiffre de 4,9% serait confirmé.

Pour 2024, il est anticipé une inflation à 2,6%, près de deux fois moins forte qu'en 2023.

Les prévisions de l'inflation hors tabac vont plus loin dans le temps. **Le gouvernement prévoit une inflation hors tabac à 2% en 2025, puis 1,75% pour 2026 et 2027**, soit des niveaux globalement équivalents à ce qui a été constaté depuis 1985.

Inflation annuelle moyenne et évolution en glissement annuel de l'indice mensuel

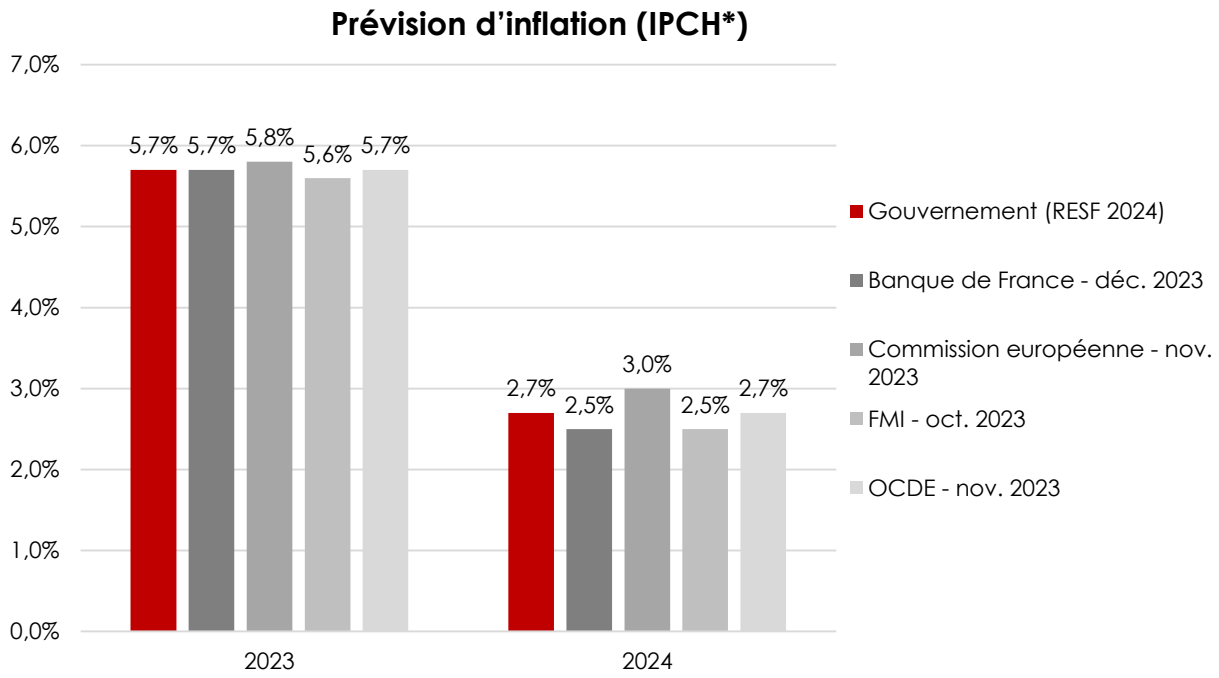


En conséquence, **l'inflation annuelle moyenne cache des tendances en œuvre très différentes.**

Ainsi, l'inflation moyenne de 5,3% en 2022 correspondait à une période de très forte accélération de l'inflation démarrée dès début 2021 et accentuée par la crise énergétique de début 2022.

A contrario, l'évolution moyenne de 4,8% en 2023 (proche de 2022) correspondrait à une très nette tendance au ralentissement de l'inflation observée dès mars 2023.

L'inflation : comparaisons des prévisions



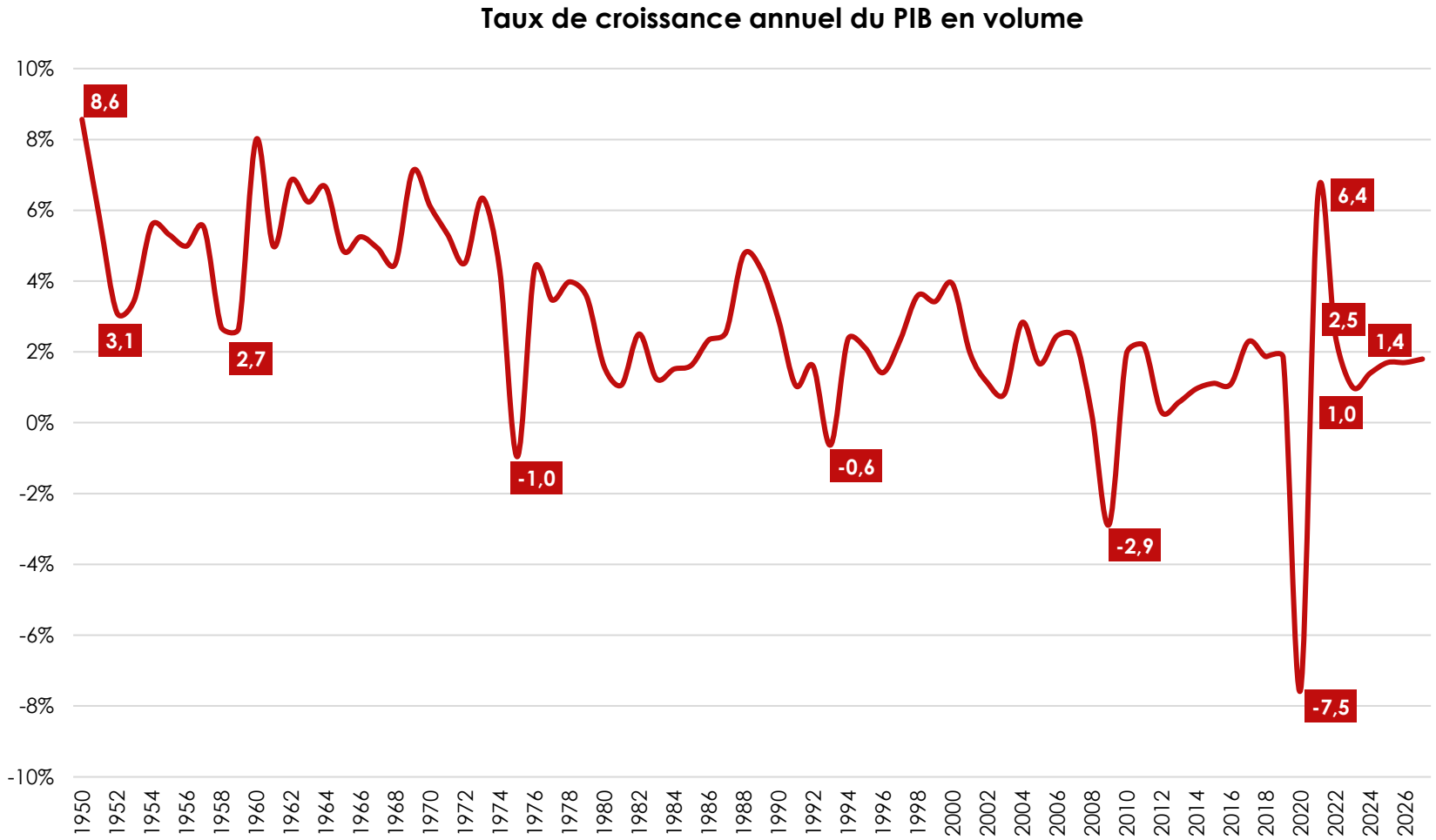
* L'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) est l'indicateur permettant d'apprécier le respect du critère de convergence portant sur la stabilité des prix dans le cadre du traité de Maastricht. Cet indice est conçu expressément à des fins de comparaison internationale. La différence essentielle avec l'indice des prix à la consommation national français tient dans le traitement de la protection sociale et de l'enseignement. En effet, dans l'IPCH, seule la part à la charge du consommateur (après remboursement) est pris en compte.

Dans le RESF associé au PLF 2024, le Gouvernement table sur une inflation au sens de l'IPCH (Indice des prix à la consommation harmonisé) à 4,9% en 2023, et une prévision à 2,7% en 2024. Ces prévisions sont proches de celles d'autres instances politiques et économiques, qui font état d'une inflation (IPCH) variant entre 5,6% et 5,8% en 2023, et entre 2,5% et 3,0% en 2024.

Pour 2024, le Haut Conseil des Finances Publiques indique dans la synthèse de son avis que « *la prévision d'inflation pour 2024* ***est plausible***. *Elle est toutefois affectée d'un* ***risque de dépassement*** *lié notamment à l'évolution récente du prix du pétrole*. » (le Gouvernement fait l'hypothèse d'un gel du prix du baril de pétrole à 86,1$). Dans l'avis détaillé, il est ajouté qu'il existe « *un* ***degré élevé d'incertitude*** *portant notamment sur la dynamique des prix énergétiques et alimentaires, l'ampleur et la vitesse de l'effet des négociations entre producteurs et distributeurs sur ces derniers restant en particulier très incertaines.* ».

L'évolution du Produit Intérieur Brut (PIB)

	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Hypothèse évolution PIB en volume (RESF 2024)	2,5%	1,0%	1,4%	1,7%	1,7%	1,8%



Le rapport économique, social et financier (RESF) associé au projet de loi de finances pour 2024 se base sur une croissance définitive de 2,5% en 2022, une croissance révisée de 1,0% en 2023 et **une croissance prévisionnelle de 1,4% en 2024**, puis 1,7% en 2025 et 2026 et enfin 1,8% en 2027.

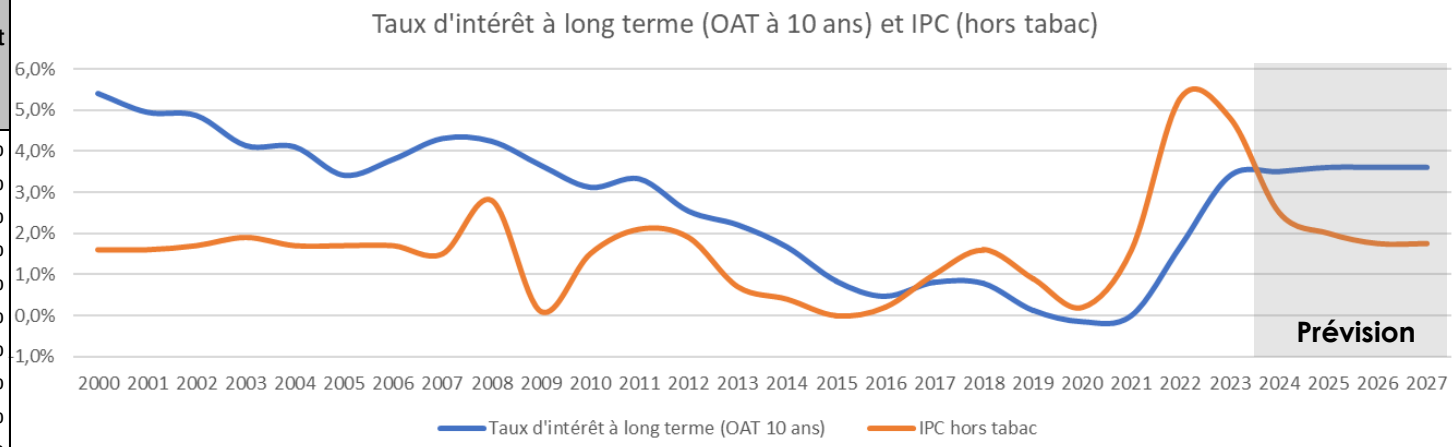
Sur le long terme, et au-delà des effets conjoncturels (crises notamment), une nette tendance au ralentissement de la croissance est observée, notamment depuis les années 2000.

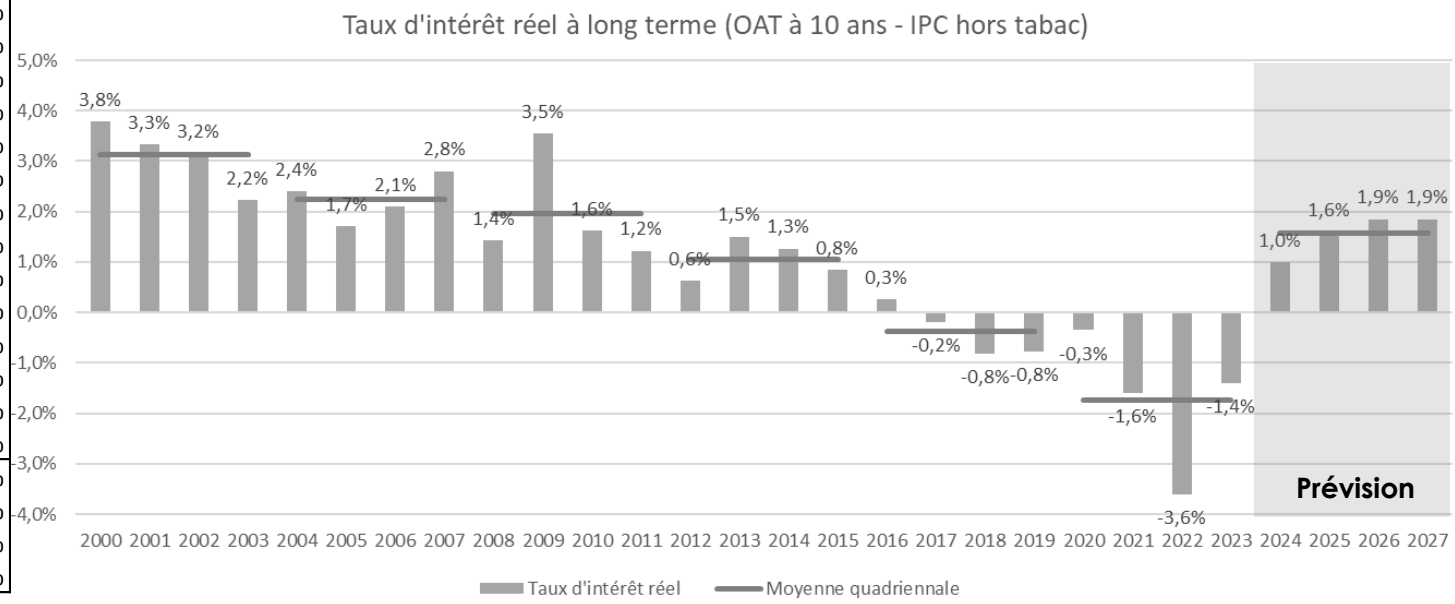
La comparaison de l'évolution du PIB avec les estimations réalisées par d'autres instances politiques et économiques fait ressortir un relatif consensus sur le PIB 2023 – entre 0,8% et 1,0%. En revanche, les prévisions 2024 du gouvernement sont plus optimistes que celles de l'ensemble des autres organismes, notamment la Banque de France et l'OCDE. Le constat est similaire pour les prévisions 2025, excepté pour les estimations réalisées par le FMI, qui n'ont néanmoins pas été actualisées depuis le mois d'octobre 2023.

La forte remontée des taux d'intérêt réel attendue pour 2024

Le taux d'intérêt nominal à long terme des obligations assimilables au trésor (OAT) à 10 ans (long terme) a connu une diminution continue depuis le début des années 2000. Sa diminution a été plus rapide que la baisse de l'inflation, ce qui fait que le taux d'intérêt réel (taux d'intérêt nominal diminué de l'inflation) n'a cessé de diminuer sur les 20 dernières années pour devenir négatif en 2017. Toutefois, la forte poussée inflationniste débutée fin 2021 a conduit la BCE à remonter ses taux directeurs à compter de septembre 2022, ce qui a entraîné une forte croissance du taux d'intérêt à long terme (OAT à 10 ans).

	Taux d'intérêt à long terme (OAT France)*	IPC hors tabac	Taux d'intérêt réel
2000	5,4%	1,6%	3,8%
2001	4,9%	1,6%	3,3%
2002	4,9%	1,7%	3,2%
2003	4,1%	1,9%	2,2%
2004	4,1%	1,7%	2,4%
2005	3,4%	1,7%	1,7%
2006	3,8%	1,7%	2,1%
2007	4,3%	1,5%	2,8%
2008	4,2%	2,8%	1,4%
2009	3,6%	0,1%	3,5%
2010	3,1%	1,5%	1,6%
2011	3,3%	2,1%	1,2%
2012	2,5%	1,9%	0,6%
2013	2,2%	0,7%	1,5%
2014	1,7%	0,4%	1,3%
2015	0,8%	0,0%	0,8%
2016	0,5%	0,2%	0,3%
2017	0,8%	1,0%	-0,2%
2018	0,8%	1,6%	-0,8%
2019	0,1%	0,9%	-0,8%
2020	-0,1%	0,2%	-0,3%
2021	0,0%	1,6%	-1,6%
2022	1,7%	5,3%	-3,6%
2023	3,4%	4,8%	-1,4%
2024	3,5%	2,5%	1,0%
2025	3,6%	2,0%	1,6%
2026	3,6%	1,8%	1,9%
2027	3,6%	1,8%	1,9%





Or, on observe que la hausse des taux d'intérêt à long terme a été bien inférieure à celle de l'inflation sur ces deux années. **Ainsi, le taux d'intérêt réel est resté négatif jusqu'en 2023.**

La baisse de l'inflation attendue en 2024 devrait se traduire par une remontée du taux d'intérêt réel, celui-ci redevenant positif.

La période 2024-2027 serait ainsi en nette rupture par rapport à la dynamique en œuvre depuis 2000 et les taux d'intérêt réels retrouveraient des niveaux comparables à ceux des années 2004-2011.

** Les taux à long terme sont les taux se référant au rendement des obligations d'État. Source : OCDE (extraction du 16 mars 2023).*

Dispositions du second alinéa de l'article 99 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017 modifiant l'article 1518 bis du code général des impôts :

« A compter de 2018, dans l'intervalle de deux actualisations prévues à l'article 1518, les valeurs locatives foncières, à **l'exception** des valeurs locatives mentionnées au premier alinéa du I de l'article 34 de la loi n° 2010-1658 du 29 décembre 2010 de finances rectificative pour 2010, sont majorées par application d'un coefficient égal à 1 majoré du quotient, **lorsque celui-ci est positif,** entre, d'une part, la différence de la valeur de l'indice des prix à la consommation harmonisé du mois de novembre de l'année précédente et la valeur du même indice au titre du mois de novembre de l'antépénultième année et, d'autre part, la valeur du même indice au titre du mois de novembre de l'antépénultième année. »

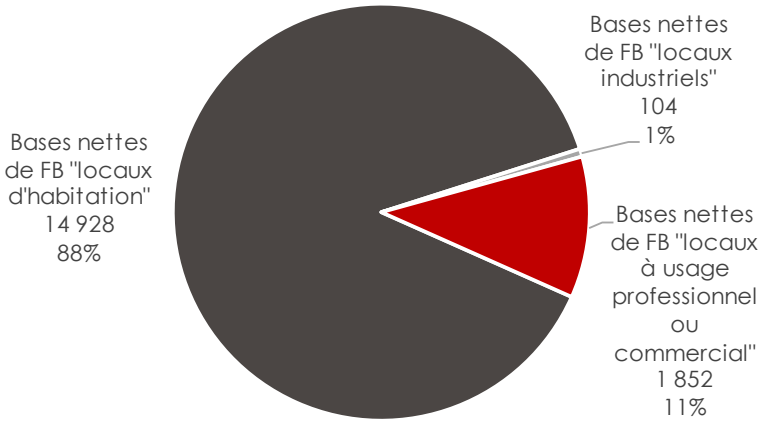
Concerne donc les valeurs locatives des :

- locaux affectés à l'habitation ou servant à l'exercice d'une activité salariée à domicile,
- des immobilisations industrielles passibles de la taxe foncière.

Ne concerne pas les valeurs locatives des :

- locaux commerciaux (magasins, cliniques, hôtels…),
- les locaux affectés à une activité libérale (bureaux…).

Structure des bases nettes de FB de la CCBM en 2023



Attention : le coefficient de revalorisation des valeurs locatives ne s'applique pas aux locaux à usage professionnel et commercial (11% des bases nettes de FB pour la CCBM).

Les valeurs locatives des autres locaux professionnels sont revalorisées chaque année selon un coefficient d'évolution défini dans chaque département. Le coefficient d'évolution est calculé, pour chaque secteur d'évaluation et pour chaque catégorie, en faisant la moyenne de l'évolution annuelle des loyers des trois années précédant l'année de la mise à jour (art. 334 A, annexe II du CGI).

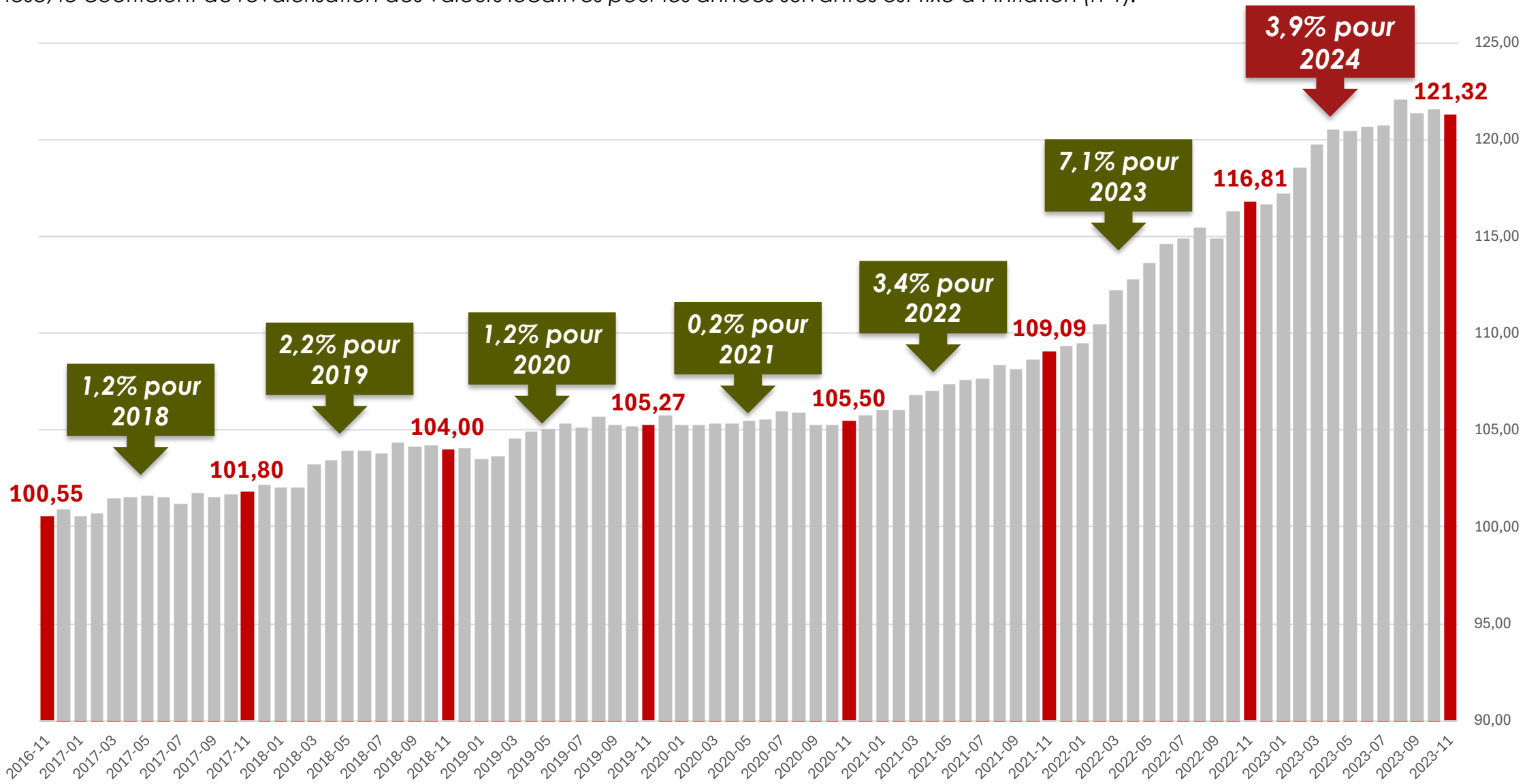
Si ce coefficient d'évolution moyen des autres locaux professionnels était proche de l'inflation jusqu'en 2021, il connaît un écart très important depuis 2022 et la reprise de l'inflation.

	2021	2022	2023
Département Charente Maritime	**0,7%**	**0,8%**	**0,8%**
Moyenne nationale	0,50%	0,60%	0,70%
Inflation	1,60%	5,30%	4,90%

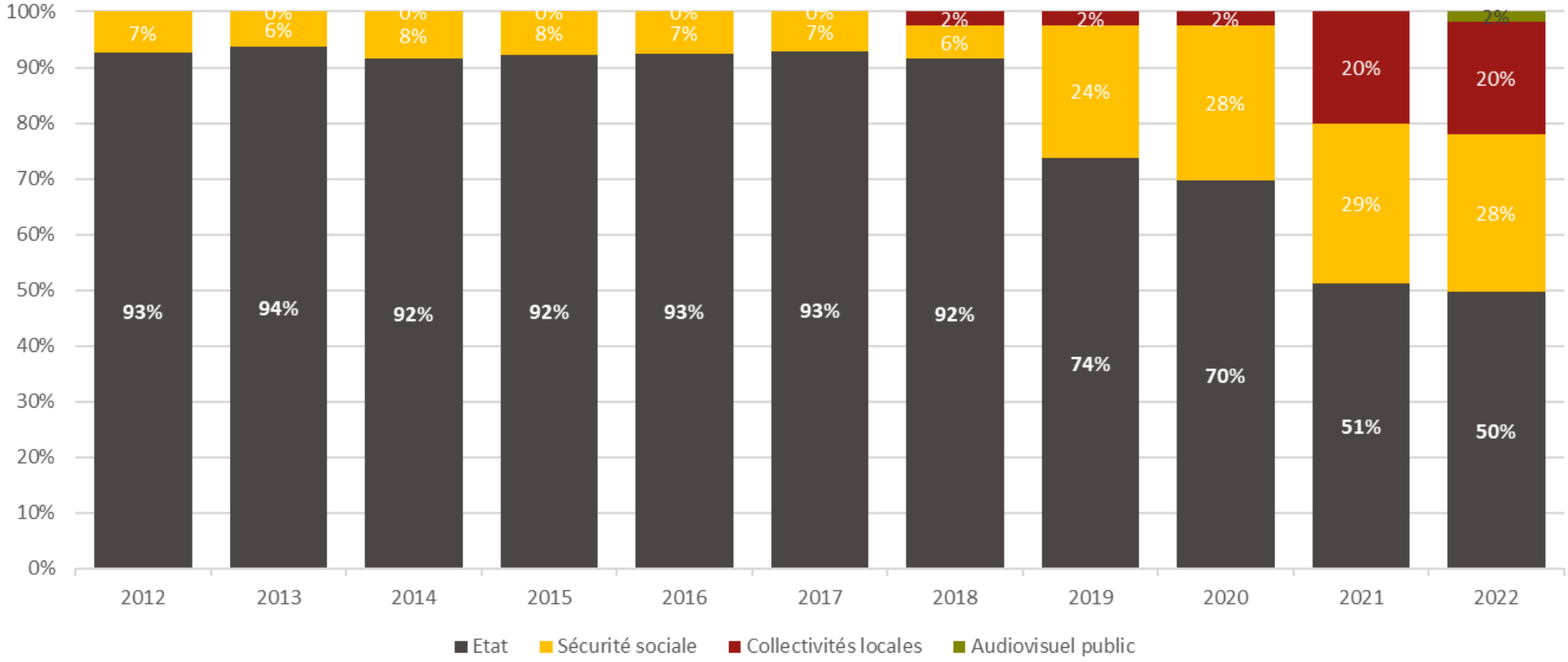
Le coefficient de revalorisation des valeurs locatives pour 2024

Le coefficient de revalorisation des valeurs locatives pour 2024 est déterminé au regard de l'évolution de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) constaté entre novembre 2022 et 2023 soit + 3,9%.

Par hypothèse, le coefficient de revalorisation des valeurs locatives pour les années suivantes est fixé à l'inflation (n-1).



L'affectation du produit national de TVA nette (en poids)



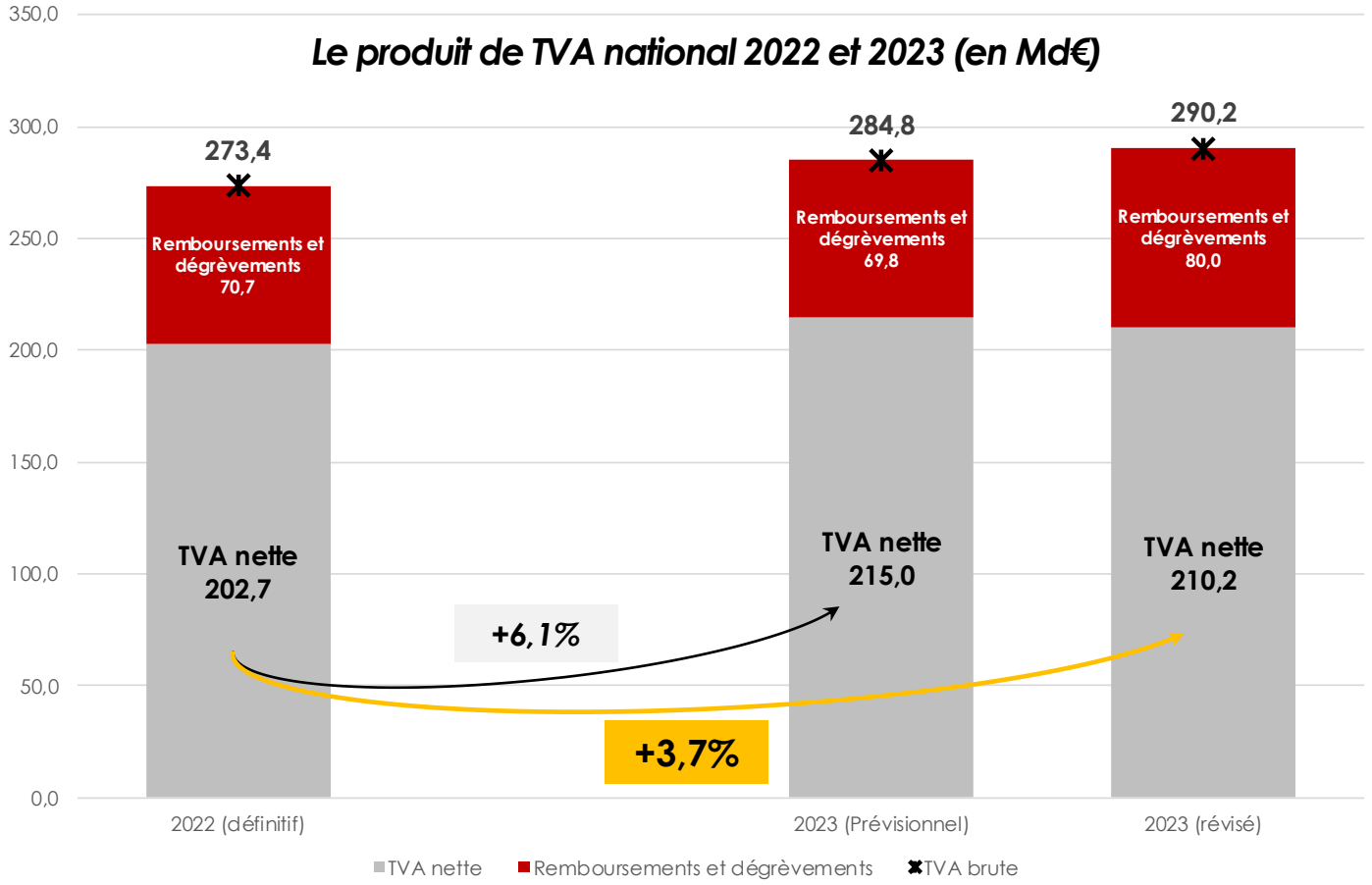
Jusqu'en 2017, le produit national de TVA nette est une recette principalement affectée au budget de l'Etat (plus de 92%).

A partir de 2018, s'amorce un transfert rapide de cette recette, principalement vers la sécurité sociale (compensation des pertes de recettes liées aux allègements de cotisations sociales (2019) **et les collectivités territoriales** :

- ✓ les régions en remplacement de la DGF régionale (2018) et de la CVAE régionale supprimée dans le cadre de la réduction des impôts de production (2021),
- ✓ le bloc communal et les départements suite à la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales (2021),
- ✓ le financement de l'audiovisuel public (2022).

En 2021 et 2022, l'Etat ne perçoit plus que la moitié de la TVA nette nationale.

La forte réévaluation des remboursements et dégrèvements de TVA explique la moindre croissance de la TVA nette révisée en 2023



- **LF 2023 : la TVA nette prévisionnelle pour 2023 était prévue en hausse de +6,1%** par rapport à 2022 (définitif). La prévision concernant les remboursements et dégrèvements 2023 était en diminution de -1,3%.

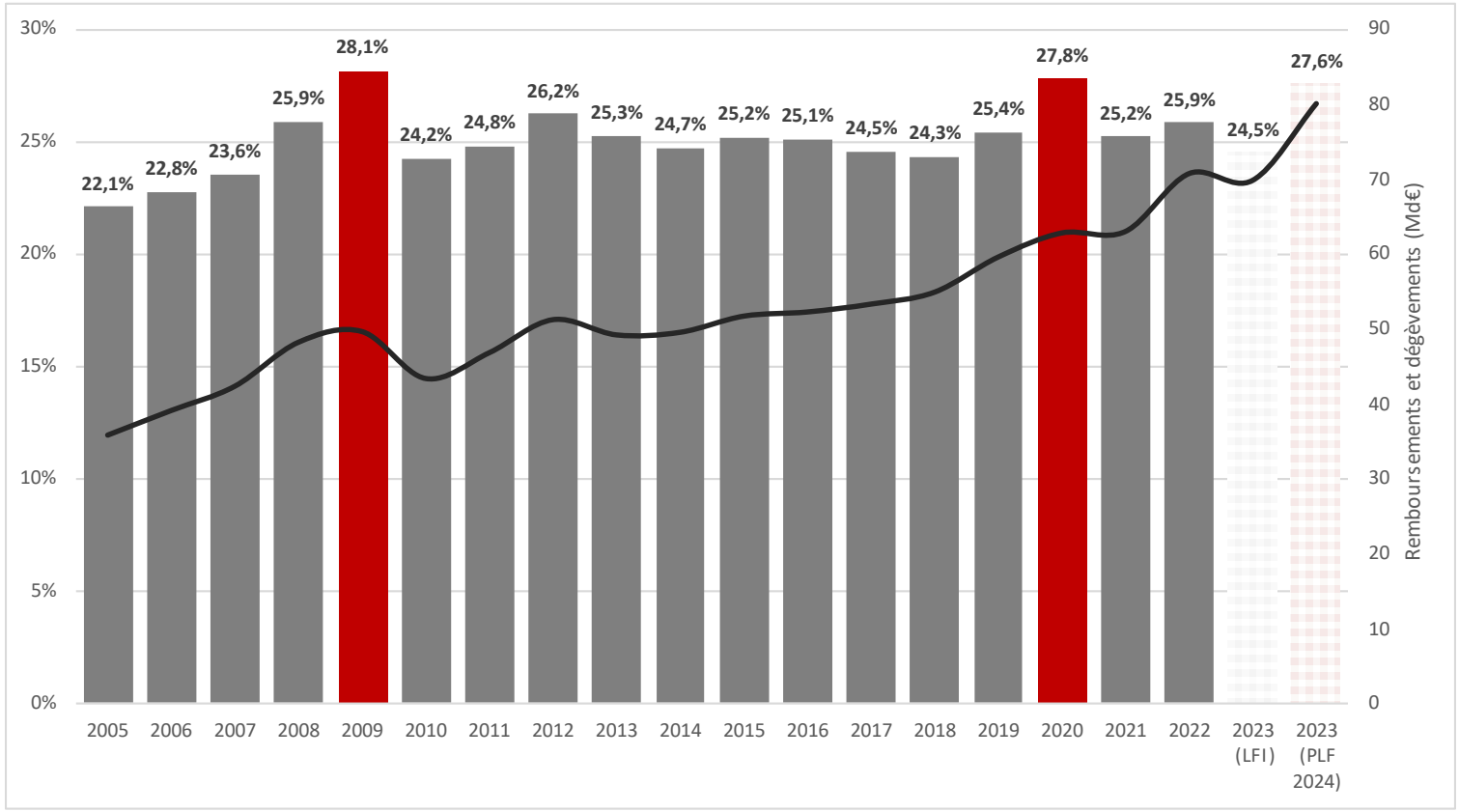
- **Les remboursements et dégrèvements de la TVA <u>révisée</u> 2023 sont fortement réévalués par rapport à la prévision initiale** (+10,2 Md€), soit une augmentation de 13,2% par rapport aux remboursements et dégrèvements de la TVA définitive 2022. Aussi, malgré une révision également à la hausse de la TVA brute (mais dans une moindre proportion), **la TVA nette révisée pour 2023 (210 Md€) s'est avérée plus faible que la TVA prévisionnelle 2023 (215 Md€).**

Conséquence pour la CCBM :

Montants en k€	2023 prévisionnel	2023 révisé	*Ecart*
Produit TVA total	**2 218**	**2 168**	***-51***
dont TVA (TH)	1 766	1 726	*-40*
dont TVA (CVAE)	452	441	*-11*
Notification :	*Avril*	*Octobre*	

Les recettes nettes de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sont estimées notamment à partir du montant des recettes à fin juillet qui s'élèvent à 122,5 Md€ toutes administrations publiques confondues. Cela représente une hausse de près de 4 Md€ par rapport à la même période en 2022, soit +3,2 %. Les recettes de TVA sont en effet affectées par des remboursements de crédits de TVA importants, pris en compte dans la prévision de recettes de TVA pour 2023 mise à jour.

Rapport économique, social et financier - PLF 2024

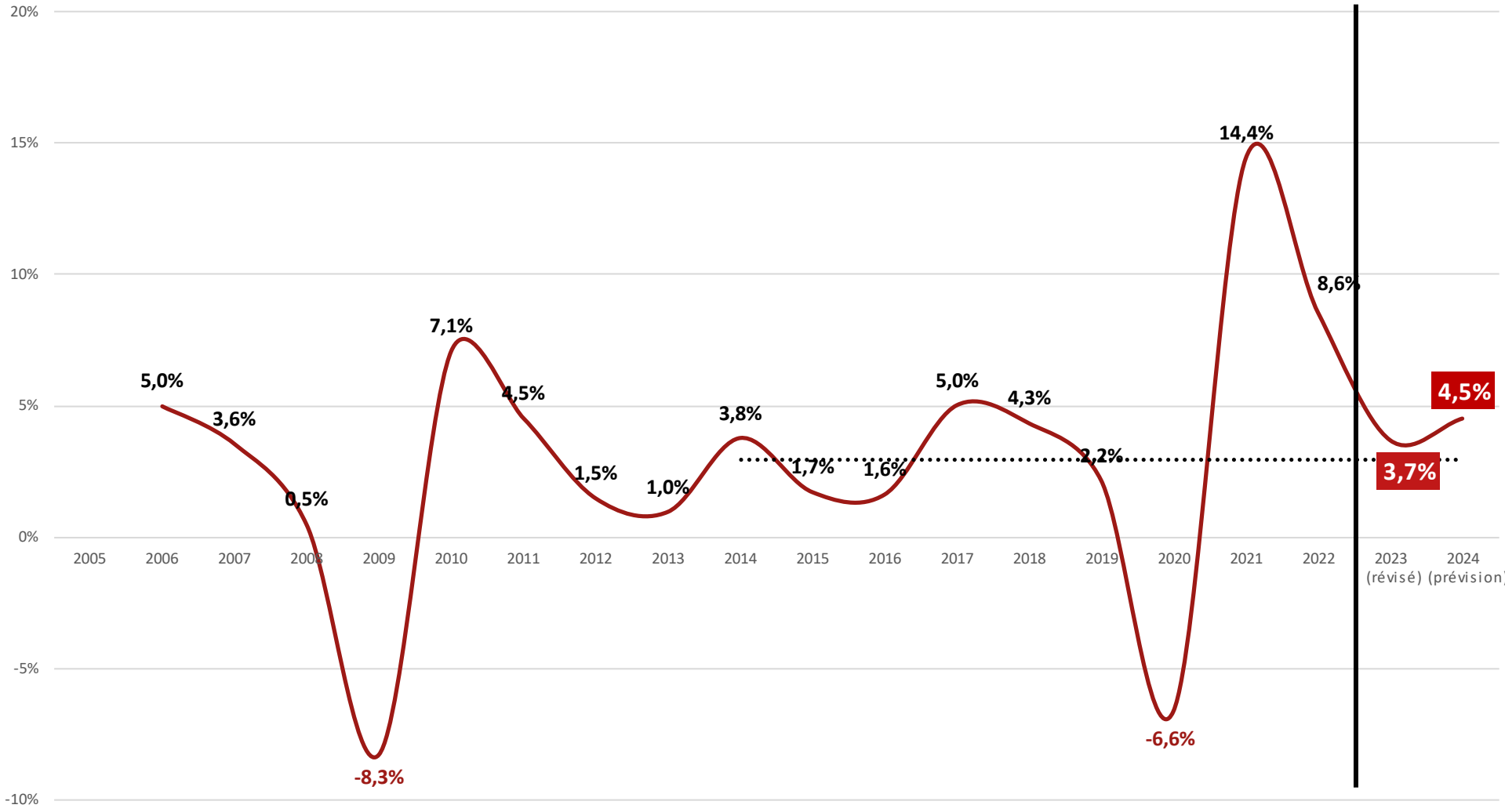


- **Le poids des remboursements et dégrèvements de TVA est nettement plus élevé les années de récession (2009 et 2020).**
- En 2009 et 2020, les remboursements et dégrèvements augmentent peu par rapport à l'année précédente, mais la TVA brute diminue fortement.
- **Pour 2023, la hausse des remboursements et dégrèvements s'expliquerait par d'autres facteurs :**
  - ✓ L'inflation ;
  - ✓ Le changement de comportement des entreprises (trésorerie) ;
  - ✓ Voire la fraude.

En effet, parmi les facteurs évoqués pour expliquer cette forte augmentation des remboursements et dégrèvements en 2023, on peut citer le **changement de comportement des entreprises** qui, dans un contexte d'inflation (avec les conséquences sur les factures d'énergie notamment) et de remontée des taux d'intérêts auraient demandé un remboursement de TVA immédiat lorsque la TVA acquittée s'avérait supérieure à la TVA collectée plutôt qu'un crédit d'impôt TVA (mesure de trésorerie) ;

A noter : au regard des encaissements de TVA des régions (qui perçoivent la TVA au fur et à mesure des encaissements nets mensuels de l'Etat) et compte tenu des dernières annonces du Ministre de l'Economie concernant l'exécution budgétaire 2023, la croissance de la TVA nette définitive au titre de 2023 pourrait s'avérer encore plus faible : +2,8% (estimation) par rapport à 2022 (au lieu de +3,7%). Si cette évolution se confirme, une régularisation « négative » sur le produit de TVA au titre de 2023 sera opérée sur les recettes de la CC BM en 2024.

L'évolution nominale annuelle de la TVA nette sur longue période et prévisions pour 2023 (révisée) et 2024



- **Une évolution nominale « tendancielle » du produit net de TVA de +3,0%/an (moyenne annuelle constatée 2014-2019** depuis la stabilité des taux de TVA et avant la récession de 2020 ; inflation de +0,8%/an sur cette même période).

- **Un produit net de TVA révisé au titre de 2023 en progression de +3,7% par rapport au produit net de TVA définitif au titre de 2022.**

- **Un produit net de TVA prévisionnel au titre de 2024 en hausse de +4,5% par rapport au produit net de TVA révisé au titre de 2023.**

PLPFP 2023-2027	*2023 rév*	PLF 2024	2025	2026	2027
TVA (ex-DGF Régions)	*5 146*	5 378	5 579	5 780	6 011
Ev° nominale		4,5%	3,7%	3,6%	4,0%
PIB & IPC		3,9%	3,7%	3,5%	3,6%

Avis du Haut Conseil des Finances Publiques (HCFP) du 22 septembre 2023 sur le PLF et le PLFSS 2024 :

« 49. La prévision de croissance spontanée des recettes de TVA pour 2023 est abaissée par rapport au programme de stabilité (+4,1 % contre +5,8 %), soit une progression nettement en deçà de celle des emplois taxables (+5,8 %), étayée par les remontées comptables sur les sept premiers mois de l'année, l'écart pouvant être lié à des besoins de trésorerie accrus des entreprises dans un contexte de taux d'intérêt en hausse. »

« 55. La dynamique de la TVA (+4,8 %) paraît en outre un peu élevée en regard de la croissance des emplois taxables anticipée par le Gouvernement (+3,8 %). Elle repose sur une hypothèse optimiste de correction partielle de l'écart de sens inverse apparu en 2023. L'élasticité inférieure à 1 de la TVA à sa base taxable en 2023, intervenant après plusieurs années d'élasticité au contraire supérieure à 1, ne justifie en effet pas nécessairement un rattrapage en 2024. »

« 58. Pour 2023, le Haut Conseil estime que les prévisions de prélèvements obligatoires sont plausibles. Pour 2024, les recettes semblent un peu surestimées. Elles sont tirées vers le haut par la prévision de croissance élevée de l'activité et, au-delà, par des hypothèses favorables sur le rendement de certains impôts (croissance de la TVA supérieure à celle de sa base taxable, arrêt de la baisse des droits de mutation à titre onéreux »

- Le projet de loi de programmation des finances publiques 2023-2027 (LPFP 2023-2027) donne les prévisions de TVA des régions relative à la fraction attribuée en remplacement de la DGF (article 13).
- Hormis pour 2024, cette trajectoire est très proche de la combinaison des prévisions de croissance du PIB et de l'inflation.
- Dans son avis relatif aux projets de loi de finances et de financement de la sécurité sociale pour 2024 rendu le 22 septembre 2023, le Haut Conseil des Finances Publiques considère que les **prévisions 2023 de prélèvements obligatoires sont « plausibles » mais que les recettes 2024 sont « surestimées ».**

Le Projet de Loi de Programmation des Finances Publiques (PLPFP) pour les années 2023 – 2027 **présenté en septembre 2022** avait pour ambition de tourner la page des « années COVID » en définissant une trajectoire de retour progressif des comptes publics dans des limites définies (déficit public de 3% en 2027).

Cet objectif central conduisait à définir un certain nombre de valeurs cibles pour les principaux agrégats financiers publics (déficit, niveau des dépenses publiques, taux de prélèvements obligatoires, …) pour les années 2023 à 2027.

Ceci passait par un pilotage des dépenses de l'Etat pour lesquelles le PLPFP 2013-2027 fixait un plafond annuel indépassable.

Automne 2022 : l'échec de l'adoption du PLPFP en 2022

- **Navette parlementaire : présentation du projet de loi de programmation des finances publiques 2023-2027 le 26 septembre 2022 ; rejet du texte par l'Assemblée nationale le 25 octobre 2022 ; adoption par le Sénat d'un texte dans une version substantiellement modifiée le 2 novembre 2022 ;**
- **Echec de la commission mixte paritaire le 15 décembre 2022.**

Extrait du rapport Cazeneuve du 26/09/2023, « Commentaires d'articles ; Tome 1 » :

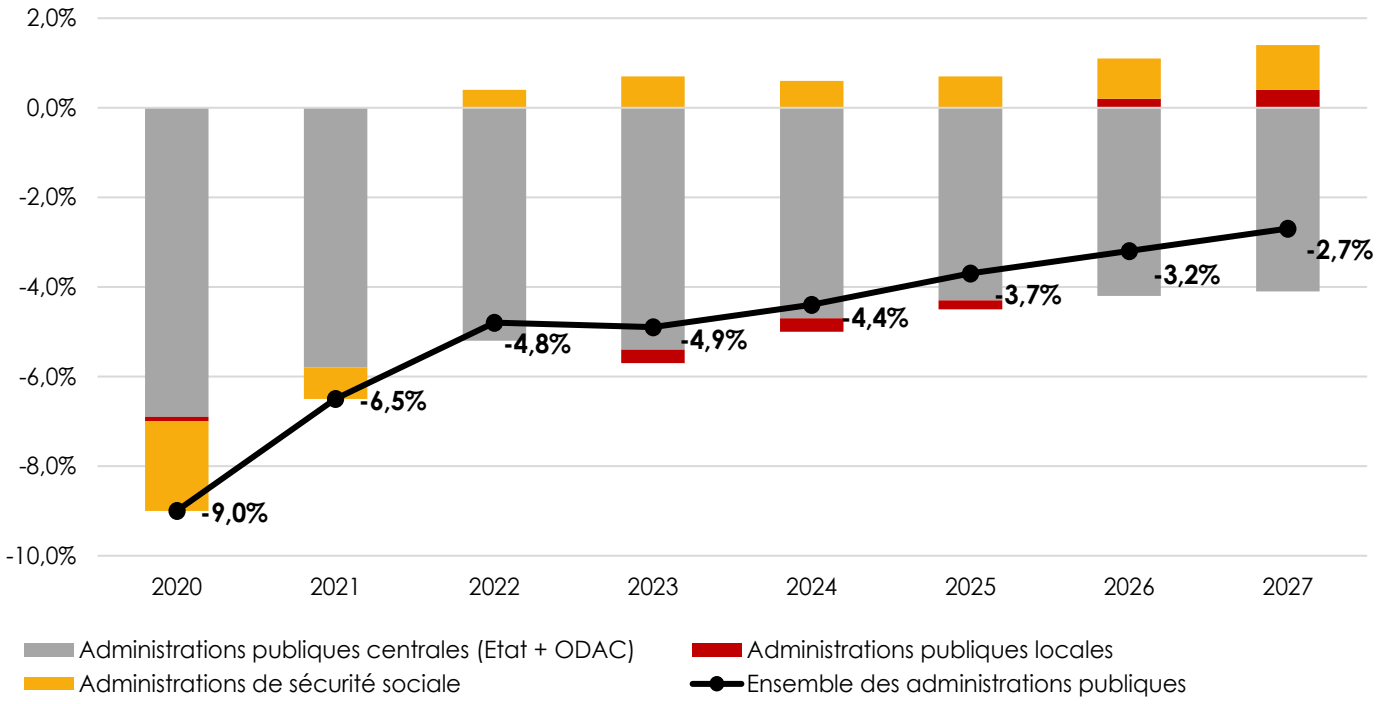
« […] de nombreuses raisons militent pour doter à court terme notre pays d'une loi de programmation des finances publiques. Il s'agit :

- ✓ *de respecter l'encadrement constitutionnel, organique et communautaire de nos finances publiques, qui implique la fixation d'une trajectoire de maîtrise de nos finances publiques et de désendettement – dans un contexte où nous couvrons nos besoins de financement en sollicitant les marchés financiers dans des proportions massives ;*
- ✓ *de garantir que notre pays puisse bénéficier des fonds du plan de relance européen, à la mise en œuvre duquel il a grandement contribué en juillet 2020 (l'absence de LPFP fait peser un risque sur les plus de 27 milliards d'euros, nets des préfinancements, qui doivent être versés à la France) ; […]*

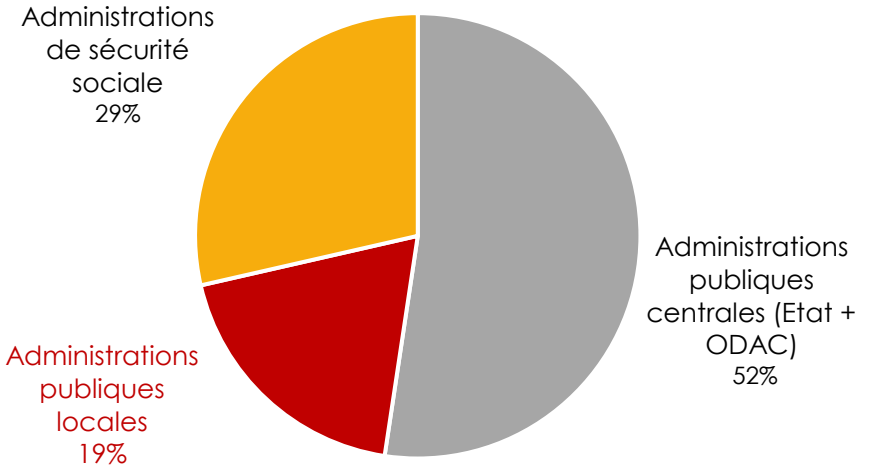
Automne 2023 : une procédure relancée en 2023 aboutissant à l'adoption du texte sans vote en première lecture à l'Assemblée nationale

- **Inscription du texte en nouvelle lecture à l'Assemblée nationale lors de la session extraordinaire de septembre 2023 (texte amendé) ;**
- **En application de l'article 49.3 le texte a été considéré comme adopté par l'Assemblée nationale le 15 novembre 2023 ;**
- **Promulgation de la LPFP : Loi n°2023-1195 du 18 décembre 2023 de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027.**

Solde public : ensemble des administrations publiques (APU)



Contribution de chaque administration à la réduction du déficit public entre 2022 et 2027



Après un rebond de l'activité au lendemain de la crise sanitaire de la COVID 19, le déficit public a été ramené de 9,0% du PIB en 2020 à **4,9% en 2023** (prévisionnel).
Pour 2024, le projet de loi de finances prévoit une réduction du déficit public à 4,4% du PIB en 2024 (128 Md€) :
Extrait du PLF pour 2024 : « L'amélioration du solde prévu s'explique donc par un redressement du solde structurel de 0,5 point de PIB en 2024, du fait principalement de la sortie progressive des mesures temporaires relatives à la hausse des prix de l'énergie, de relance, et de soutien.
Cet effet serait partiellement compensé notamment par la hausse de la charge d'intérêt de la dette, matérialisant les effets de la hausse des taux. »

La loi de programmation des finances publiques (LPFP) 2023-2027 prévoit de **ramener le déficit public sous la barre des 3% du PIB (2,7%) à l'horizon 2027.**

Les administrations publiques locales (APUL), à l'équilibre au regard du solde public 2022, doivent contribuer à hauteur de 20% en poids à l'effort national de réduction du déficit public.

Par définition, le solde public est par définition une différence entre des recettes et des dépenses (hors dette). **Côté recettes, la LPFP anticipe une baisse des recettes des APUL rapportée au PIB,** marquée, surtout en 2023, probablement sous l'effet d'une forte hausse du PIB (effet inflation) conjuguée à la prise en compte d'une baisse conséquente des DMTO, d'une très faible progression des concours financiers de l'Etat et d'une moindre croissance de la TVA.

Cette baisse prévisionnelle des recettes des APUL rapportées au PIB à horizon 2027 est également liée à l'article 14 de la LPFP qui précise le montant maximal de l'ensemble des concours financiers de l'État aux collectivités territoriales pour la période.

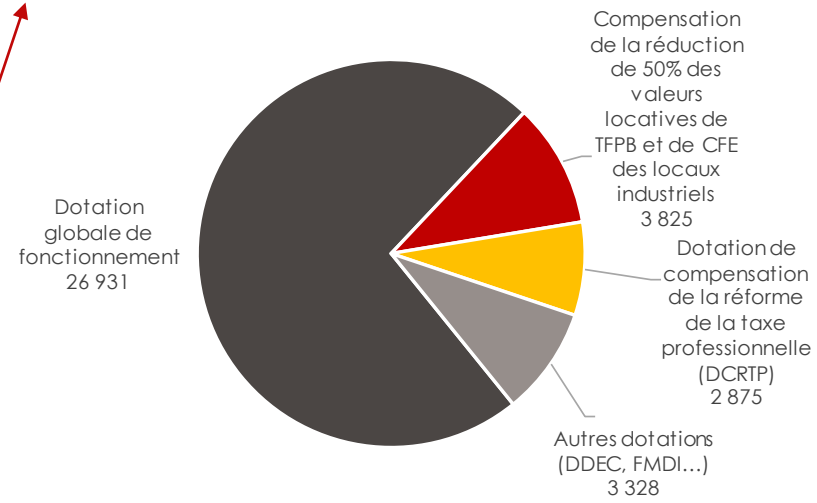
Article 14 de la LPFP 2023-2027

I. – L'ensemble des concours financiers de l'État aux collectivités territoriales, exprimés en milliards d'euros courants, est évalué comme suit, à périmètre constant :

	LF 2023	PLF 2024	2025	2026	2027
Total des concours financiers de l'Etat aux collectivités territoriales*	54 953	54 391	54 959	55 666	56 043
Total des concours financiers de l'Etat aux collectivités territoriales hors mesures exceptionnelles	**52 847**	**53 980**	**54 941**	**55 661**	**56 043**
dont FCTVA	*6 700*	*7 104*	*7 625*	*7 884*	*7 786*
dont total mission "Relations avec les collectivités territoriales" (hors mesures exceptionnelles)	*4 096*	*4 151*	*4 151*	*4 172*	*4 172*
dont prélèvements sur recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales (hors mesures exceptionnelles)	*36 960*	*37 347*	*37 585*	*37 824*	*38 075*
dont TVA affectée aux régions (ex-DGF)	*5 090*	*5 378*	*5 579*	*5 780*	*6 011*

** Hors dotation de soutien à l'investissement local exceptionnelle (périmètre du présent article)*

Structure des prélèvements sur recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales (PSR) en 2023



On peut supposer que l'augmentation annuelle du plafond des concours financiers « PSR » servira au financement de la croissance « mécanique » des compensations fiscales (exemple : compensation suite à la division par 2 des bases FB/CFE des établissements industriels), **figeant par conséquent, en montants, toutes les autres dotations (DGF, DCRTP etc…) afin de respecter le plafond de ces concours.**

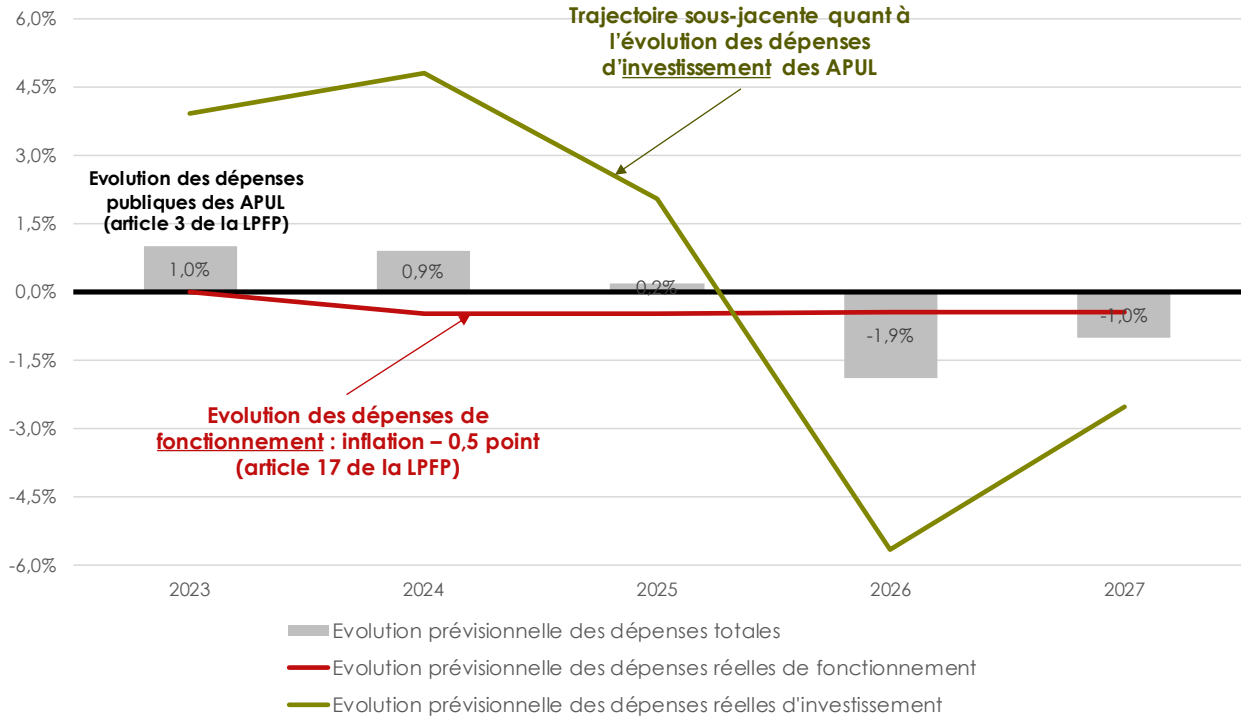
Une évolution des dépenses réelles de fonctionnement limitée à inflation -0,5 point

Cette amélioration du solde public des administrations publiques locales passerait donc par une maîtrise de la dépense publique locale (ODEDEL) :

- Tout d'abord, **les collectivités territoriales et leurs groupements sont tenues de maîtriser l'évolution de leurs dépenses réelles de fonctionnement (DRF) à maximum inflation -0,5 point à compter de 2024** (article 16 du PLPFP). Ainsi, à l'occasion du débat d'orientations budgétaires, elles doivent présenter leur objectif d'évolution de leurs dépenses réelles de fonctionnement. Pour les départements, les dépenses réelles de fonctionnement sont retraitées des dépenses liées aux AIS et à l'ASE. Toutefois, **le dispositif de vérification du respect de l'objectif et de sanctions (« nouveau contrat Cahors ») en cas de dépassement est supprimé dans le texte adopté ;**

- **D'autre part, cette maîtrise de la dépense publique locale passerait également par une réduction marquée des dépenses d'investissement (hors dette) des APUL au lendemain des élections municipales de 2026.**

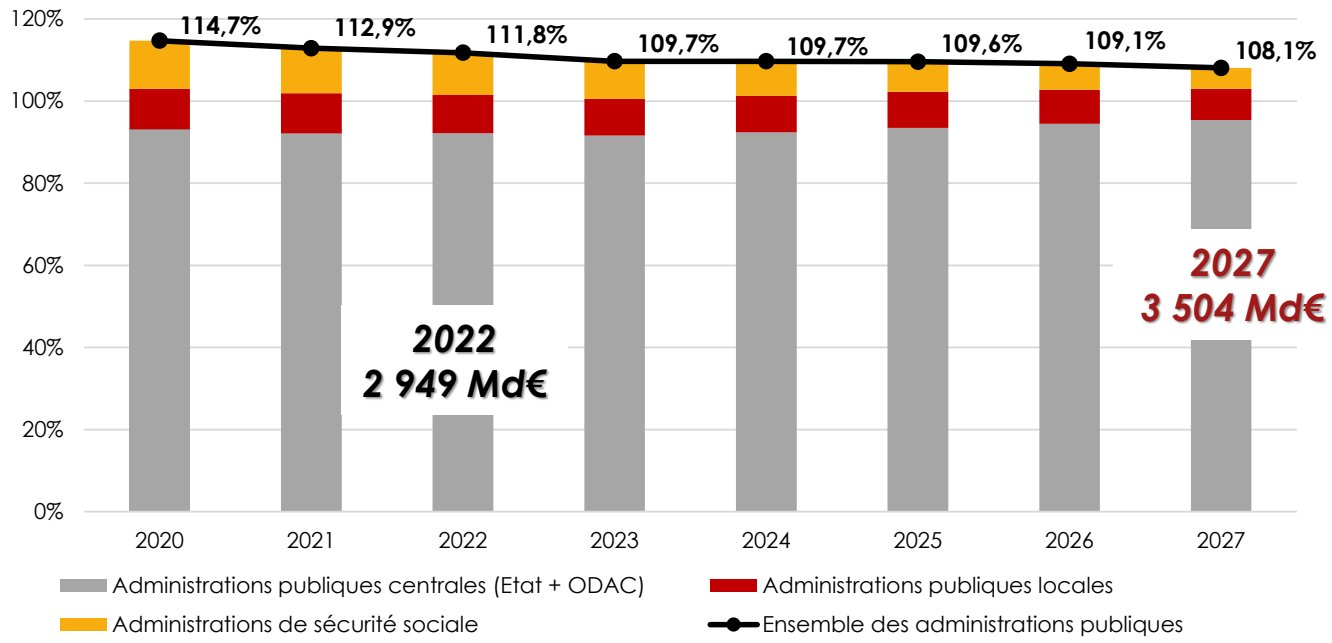
Evolution réelle annuelle des dépenses locales de fonctionnement et d'investissement



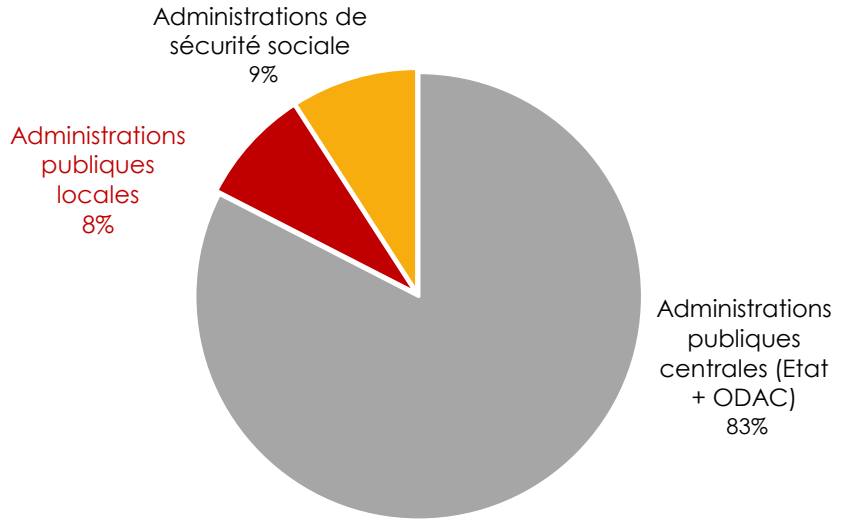
Avis n°HCFP-2023-7 relatif à la révision du projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2023 à 2027 :

« Cette maîtrise de la dépense reposerait également sur les collectivités locales, dont les dépenses de fonctionnement diminueraient en moyenne de 0,5 % par an sur la période 2024-2027. Si le Haut Conseil des finances publiques locales a été mis en place, aucun mécanisme contraignant n'a été instauré, contrairement à la précédente LPFP 2018-2022. Cette trajectoire fait de plus l'hypothèse d'une baisse de leurs investissements en 2026 et 2027 (année électorale et post-électorale), alors que la hausse des investissements engagés pour la transition écologique, soutenus par un fonds dédié, pourrait être moins sensible au cycle électoral. »

Endettement public : ensemble des administrations publiques



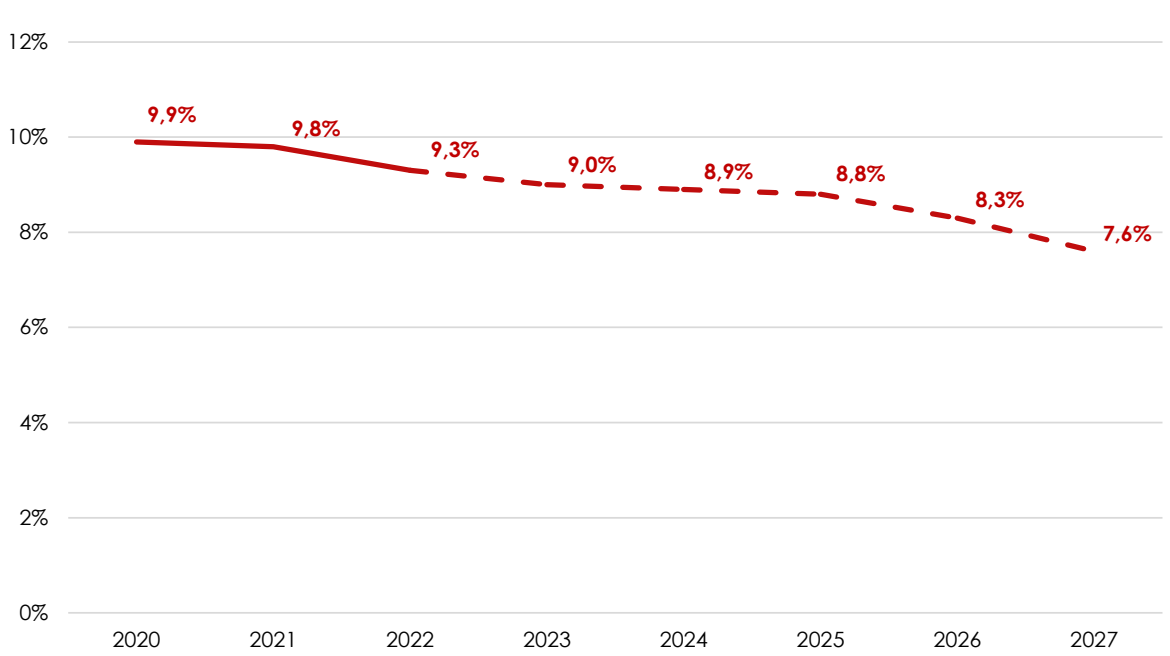
Structure de la dette publique locale par administration en 2022

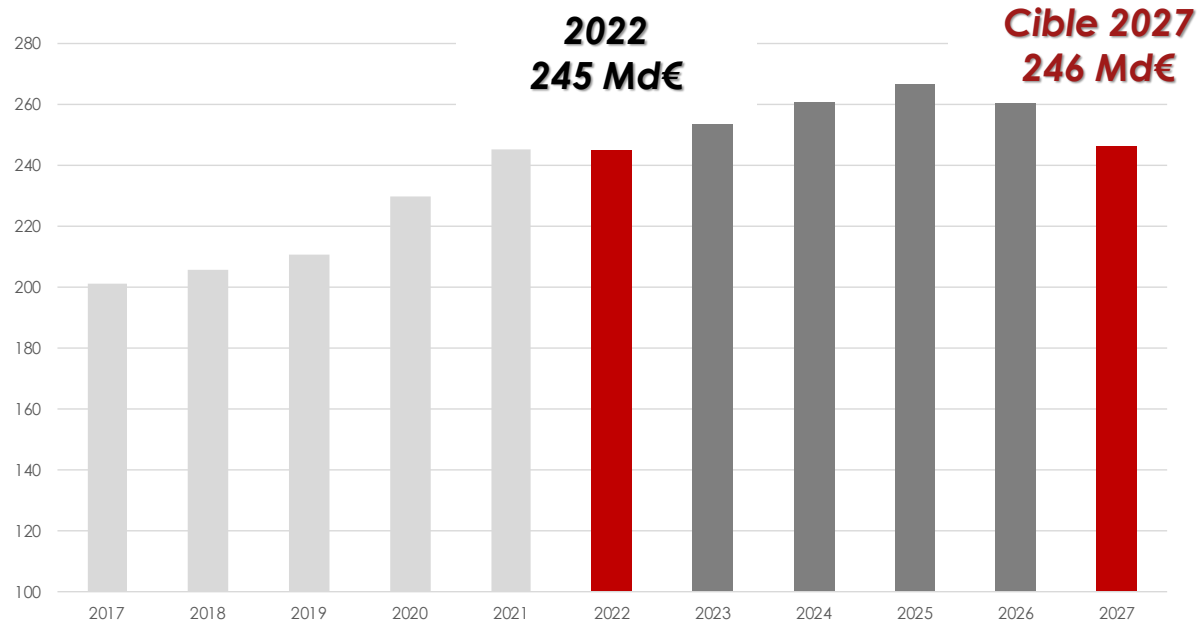


La loi de programmation des finances publiques 2023-2027 fixe une trajectoire d'endettement public et prévoit de ramener ce dernier à **108,1% du PIB à l'horizon 2027**. Par construction, cette baisse du ratio d'endettement public (Encours / PIB) serait, dans cette trajectoire fixée par la LPFP, le résultat d'une **poursuite de la croissance de l'endettement public** (exprimé en Md€), **mais à un rythme plus faible que la croissance prévisionnelle du PIB**, réduisant ainsi mathématiquement le ratio d'endettement en fin de période.

La réduction du ratio d'endettement public de -3,7 points entre 2022 et 2027 repose dans la LPFP sur une division par deux de ce ratio pour les administrations de sécurité sociale et une diminution de près de -20% pour les administrations publiques locales. Ces baisses permettraient de compenser l'augmentation de l'endettement de l'Etat et des ODAC, et de réduire légèrement l'endettement public global à l'horizon 2027.

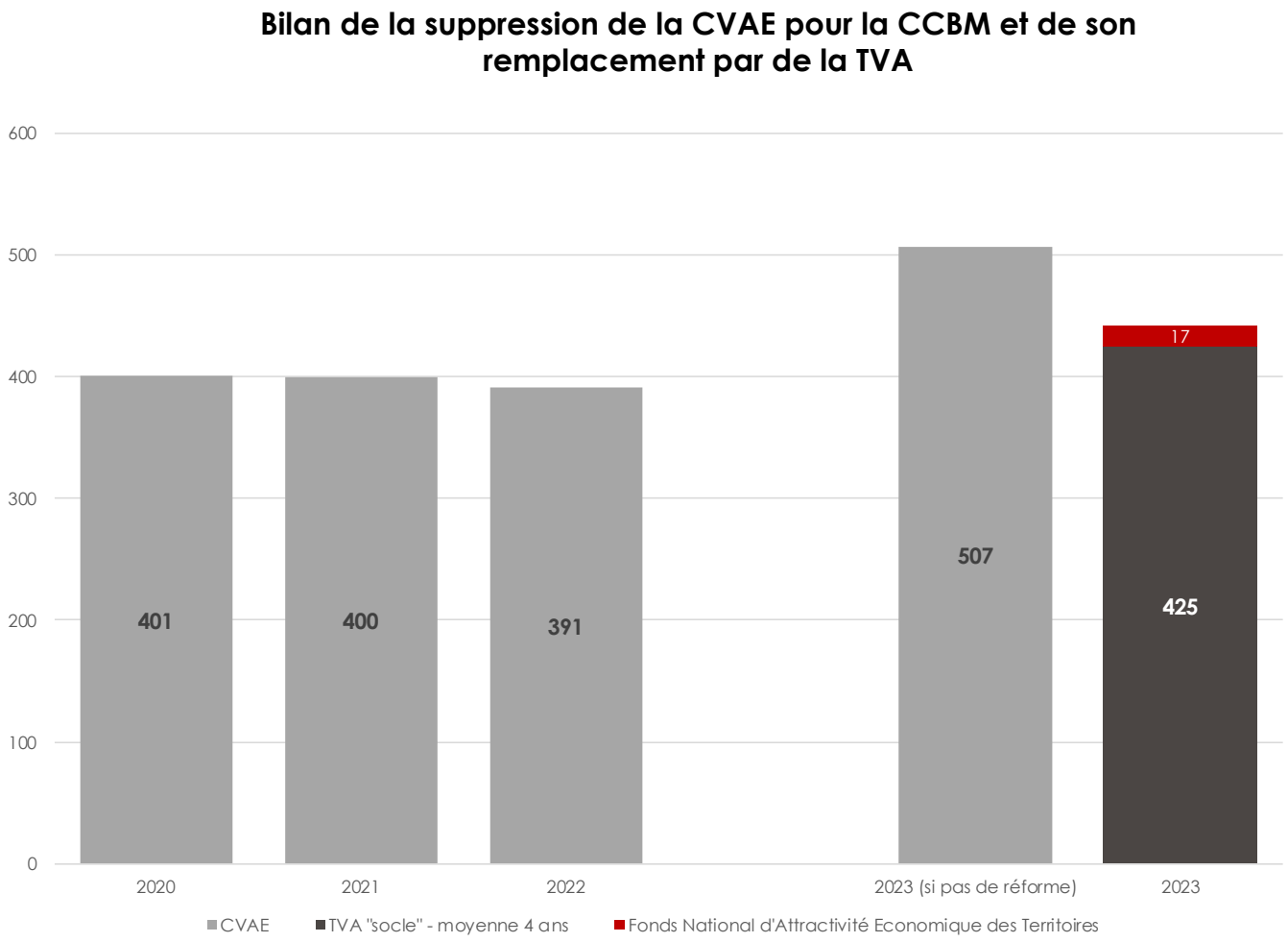
Dette publique : administrations publiques <u>locales</u> (APUL)
en % du PIB (à gauche) - en Milliards d'euros (à droite)





Concernant les administrations publiques locales, la LPFP 2023-2027 prévoit **une baisse du ratio d'endettement public**, qui passerait de 9,3% du PIB en 2022 à 7,6% du PIB à l'horizon 2027. Cette diminution serait principalement concentrée en fin de période, de 2025 à 2027.

Par construction, cette trajectoire de l'endettement des APUL **revient à retrouver, en montants, un encours de dette en 2027 égal à celui de 2022, de l'ordre de 245 Md€**.



La Loi de Finances pour 2023 prévoyait une suppression de la CVAE en 2 ans (2023 et 2024). **La loi de Finances pour 2024 a reporté cette suppression progressive de la CVAE à 2027**.

Pour les collectivités locales, cette suppression de la CVAE est effective depuis 2023 puisqu'elles bénéficient depuis le 1er janvier 2023 d'une quote-part de TVA nationale en remplacement de la CVAE.
C'est l'Etat qui percevra sur son budget la CVAE versée par les entreprises jusqu'à sa suppression en 2027.

Aussi, en 2023, la CC du Bassin de Marennes a perçu un produit de TVA (CVAE) de 441 k€ correspondant à :

1. La TVA solde : moyenne CVAE 2020, 2021, 2022 et 2023 (la CVAE qu'aurait perçue la communauté en 2023 en absence de réforme) ;
2. Le Fonds National d'Attractivité Economique des Territoires (FNAET) pour un montant de 17k€.

Remarque : cette TVA (CVAE) perçue en 2023 s'avère inférieure de 66 k€ à la CVAE que la CCBM aurait perçue en absence de réforme.

Au niveau national, cet écart a représenté 651 M€ compensés par l'Etat :

- ✓ 500 M€ d'abondement du fonds vert au bénéfice des départements et EPCI.
- ✓ 150 M€ fléchés vers le financement de dépenses d'investissement des SDIS.

On remarquera qu'avec la révision de la TVA nette 2023 à la baisse, cet écart s'est creusé de 240 M€. La LF pour 2024 n'a pas prévu de compensation particulière pour les collectivités locales.

L'origine du FNAET :

- La TVA n'est pas territorialisée : sa croissance ne peut être que nationale.
- Le versement d'une quote-part de la TVA nationale aux collectivités déconnecte l'évolution des ressources des communes et EPCI de la dynamique économique locale : les collectivités locales sont moins incitées à accueillir des entreprises.
- Le FNAET vise à rétablir ce lien en répartissant la croissance de la TVA en fonction des dynamiques locales, afin de « récompenser » les territoires attractifs économiquement.
- Le FNAET n'est pas un outil de correction des inégalités fiscales entre EPCI en aidant les territoires faiblement dotés en ressources fiscales pour les aider financièrement à renforcer leur attractivité économique.
- **Question : comment apprécier le « dynamisme » des territoires des communes et EPCI ?**

Un enjeu majeur pour les EPCI : l'enveloppe nationale du FNAET sera constituée par la croissance CUMULEE de la TVA nationale affectée au bloc communal en remplacement de la CVAE. En 2023, son enveloppe révisée est de l'ordre de 200 M€. A moyen terme, le **FNAET pourrait représenter plus d' 1 Md€ à horizon de 2027, soit une enveloppe supérieure à celle du FPIC** (1Md€) (hypothèse d'évolution de la TVA issue de la loi de programmation des finances publiques 2023-2027).

La loi prévoit une répartition du FNAET permettant de tenir compte des dynamiques des territoires. Or, **le décret d'application conduit à une répartition du FNAET 2023 en fonction de la CVAE 2023 et non en fonction de la croissance de la CVAE. Les taux de croissance de la CVAE 2023 étant très différents selon les territoires, la répartition du FNAET en fonction du « stock » de CVAE 2023 telle que prévue par le décret ne répond pas à l'objectif de la loi de tenir compte des dynamiques des territoires.** Ce choix s'explique peut-être par le fait que la croissance de la CVAE 2023 est très atypique, puisqu'elle correspond au « rebond » économique d'après crise de la COVID-19 (la CVAE 2023 « collectivités » correspond à la CVAE acquittée par les entreprises en 2022 sur la base de leurs comptes de résultat 2021).

Le projet de décret présenté au CFL prévoit une répartition du FNAET 2025 pour un tiers en fonction de valeur locative foncière CFE et pour deux tiers en fonction des effectifs salariés (maintien en 2024 de la répartition en fonction du « stock » de CVAE). La même remarque que pour la répartition 2023 s'impose alors : une telle répartition « en stock » ne permettrait pas de tenir compte des dynamiques différenciées des territoires. Seule une répartition en fonction de la croissance cumulée de la VLF CFE et des effectifs répondrait à l'objectif fixé par la loi. Une telle répartition du FNAET 2025 en fonction de la VLF CFE et des effectifs salariés entraînerait néanmoins un fort effet de redistribution entre les territoires, essentiellement entre la Métropole du Grand Paris (qui représente 25% de la CVAE 2023 et donc 25% du FNAET 2023) et le reste du territoire national : la valeur ajoutée par salarié étant très supérieure sur le territoire du Grand Paris à celle du reste du territoire national, une répartition du FNAET au prorata de la VLF CFE et des effectifs minorerait fortement l'attribution de la Métropole (-30% dans les simulations) et majorerait globalement celle des autres territoires.

La LF 2024 prévoit une croissance de la DGF de 323 M€, soit une hausse de +1,7% par rapport à 2023 (soit un taux d'évolution inférieur à l'inflation). Cette croissance de la DGF sera affectée exclusivement au bloc communal :

- **30 M€ pour la dotation d'intercommunalité.** La dotation d'intercommunalité progressera de +90 M€ entre 2023 et 2024 : 30 M€ via l'abondement de l'Etat + 60 M€ via un prélèvement sur la dotation de compensation des EPCI.

- **290 M€ pour les communes fléchées sur la dotation de solidarité urbaine et sur la dotation de solidarité rurale**

M€	2023	2024	Variation 2024/2023	dont transfert (passage FPU)	dont croissance	Taux de crois. Hors transfert
Dotation à repartir	**18 646**	**18 966**	**320**	**0**	**320**	**1,7%**
Dotation forfaitaire des communes	**6 802**	**6 751**	**-51**	**-60**	**9**	**0,1%**
Dotation d'intercommunalité	**1 683**	**1 773**	**90**	**0**	**90**	**5,3%**
Dotation touristique	**18**	**18**	**0**	**0**	**0**	**0,0%**
Dotation de compensation des EPCI (y compris DCTP)	**4 615**	**4 605**	**-9**	**60**	**-69**	**-1,5%**
Dotation d'aménagement des communes	**5 527**	**5 817**	**290**	**0**	**290**	**5,2%**
DSU	*2 656*	*2 796*	*140*	*0*	*140*	*5,3%*
DSR	*2 077*	*2 227*	*150*	*0*	*150*	*7,2%*
DNP	*794*	*794*	*0*	*0*	*0*	*0,0%*

Dont +23 M€ effet croissance population
Dont -14 M€ prélèvement péréqué

La répartition de la DGF du bloc communal dans ses différentes composantes résulte de la loi (qui fixe les évolutions minimales) et de l'arbitrage du comité des finances locales (CFL), qui peut acter de la réallocation de fonds entre les différentes dotations (majoration supplémentaire des dotations d'aménagement et diminution supplémentaire de la dotation forfaitaire des communes et de la dotation de compensation). Il est supposé que le CFL suivra la répartition prévue par la loi sans réallocation supplémentaire.

Le zonage : il s'agit des zones définies par l'article 232 du Code Général des Impôts

1° Communes situées dans une zone d'urbanisation continue de plus de cinquante mille habitants où existe un déséquilibre marqué entre l'offre et la demande de logements, entraînant des difficultés sérieuses d'accès au logement sur l'ensemble du parc résidentiel existant, qui se caractérisent notamment par le niveau élevé des loyers, le niveau élevé des prix d'acquisition des logements anciens ou le nombre élevé de demandes de logement par rapport au nombre d'emménagements annuels dans le parc locatif social ».

Champ des zones tendues tel qu'il existait avant la LF 2023

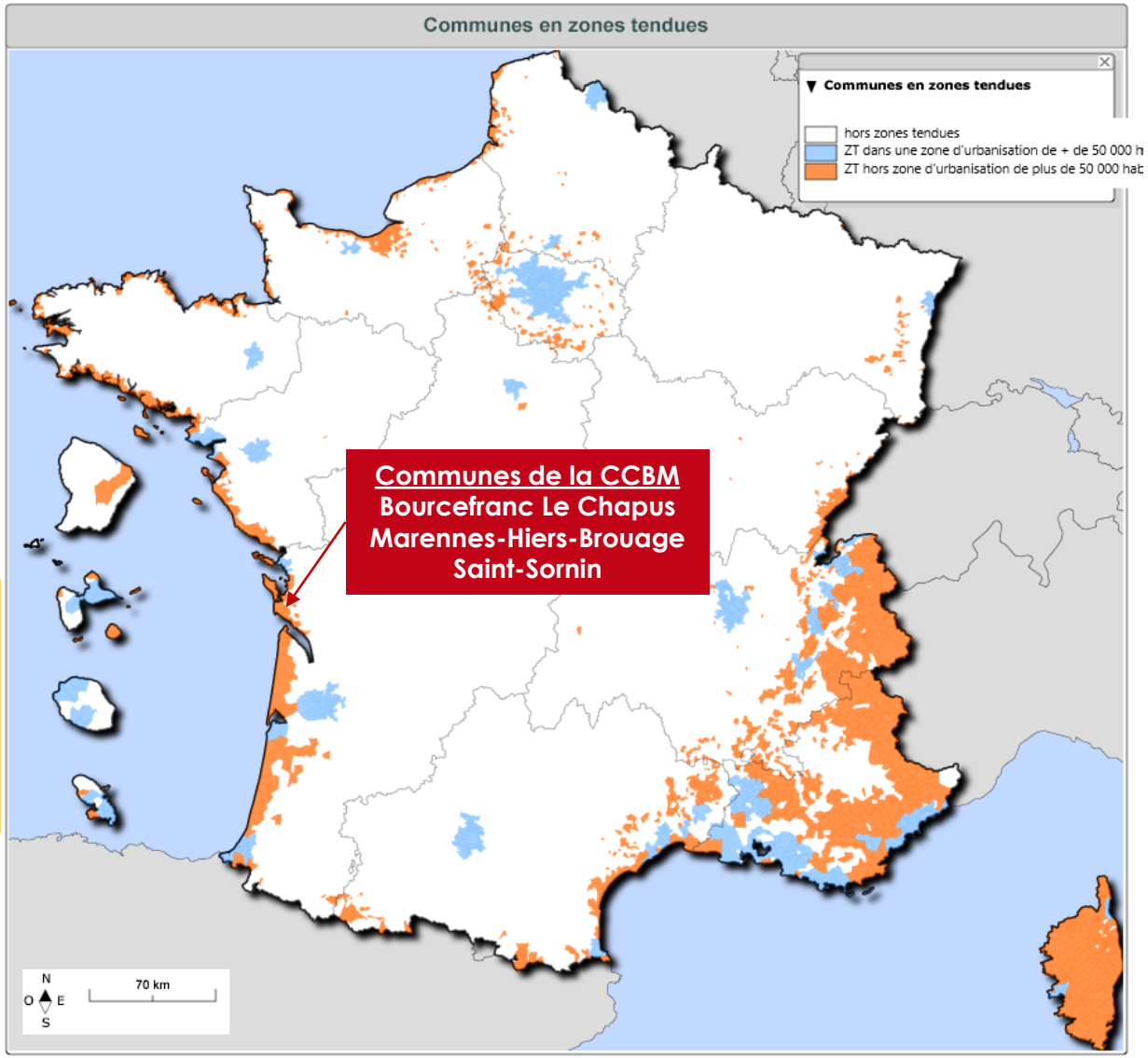
2° Communes ne respectant pas les conditions prévues au 1° du présent I où il existe un déséquilibre marqué entre l'offre et la demande de logements entraînant des difficultés sérieuses d'accès au logement sur l'ensemble du parc résidentiel existant, qui se caractérisent notamment par le niveau élevé des loyers, le niveau élevé des prix d'acquisition des logements anciens ou la proportion élevée de logements affectés à l'habitation autres que ceux affectés à l'habitation principale par rapport au nombre total de logements.

Elargissement Introduit par l'article 73 de la LF 2023

La liste des communes concernées* a été fixée par le décret n° 2023-822 du 25 août 2023

*Méthode de fixation de la liste des communes comprises dans l'élargissement :

- Premier classement opéré en fonction des prix de l'immobilier, du niveau des loyers dans le parc privé, et du taux de résidences secondaires.
- A l'issue de ce premier classement (non publié) les communes dont la proportion de résidences secondaires est inférieure à 10% ont été exclues.



3 697 communes concernées (1 151 auparavant), dont 1 134 en zones d'urbanisation continue de plus de 50 000 habitants et 2 263 situées hors de ces zones

Dans les zones tendues

- **La taxe (nationale) sur les logements vacants perçue au profit de l'ANAH (TLV, art. 232 du CGI) s'applique de plein droit.**
- Taux d'imposition : 17% la 1ère année de vacance et 34% à partir de la 2ème année de vacance.
- Le produit de TLV est versé à l'ANAH dans la limite de 61 000 €, le surplus est versé à l'Etat, lequel perçoit également des frais de gestion de 9%.

Le cas échéant, les communes (ou leurs EPCI) concernées par l'élargissement du champ des zones tendues issu de l'art. 73 de la LF 2023, et qui avaient auparavant institué une THLV, la perdent. Cette perte sera compensée en 2024 (disposition du LFI 2024, cf. infra)

Art. 1407 ter du CGI :

- **Les communes peuvent décider de majorer la cotisation de THRS d'un pourcentage fixé entre 5% et 60%.**
- **Ne s'agissant pas formellement d'une majoration du taux de THRS voté, les règles de lien entres les taxes ne trouvent pas à s'appliquer.**
- **Cependant, la règle du plafonnement s'applique : en effet, le taux communal majoré du coefficient retenu ne doit pas excéder le plafond.**

Par délibération prise avant le 1er octobre N pour une application en N+1

Hors zones tendues

- **Les communes peuvent décider d'instituer la taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV) perçue à leur propre profit.**
- Taux d'imposition : taux de la commune.

Par délibération prise avant le 1er octobre N pour une application en N+1

Des mesures spécifiques ou transitoires jusqu'en 2023

Gel des taux d'imposition et montants d'abattements de TH au niveau de ceux de 2019

Suspension des procédures d'intégration fiscale de TH

Plafonnements des taux TH de Gemapi au niveau de ceux de 2019

Interdiction d'augmenter le taux de TH sur les résidences secondaires (THRS) ou sur les logements vacants (THLV) en 2021 et 2022

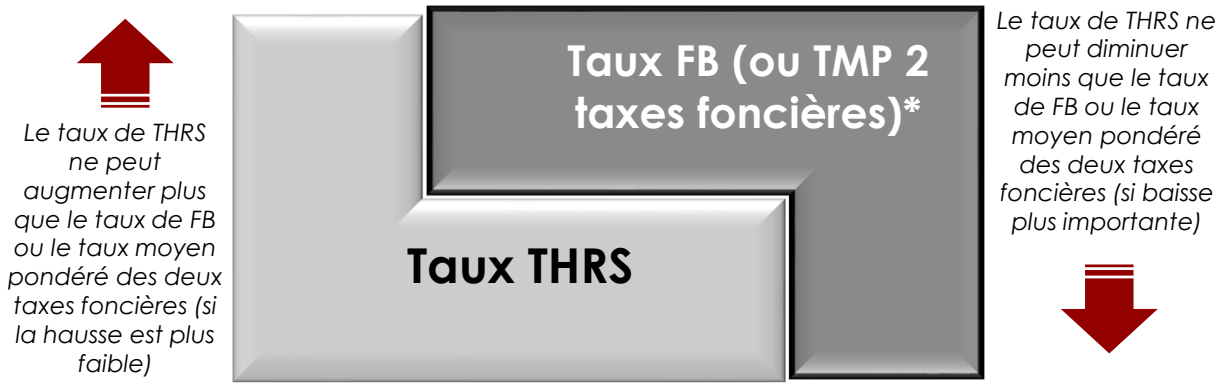
Interdiction de créer la THLV avant 2023

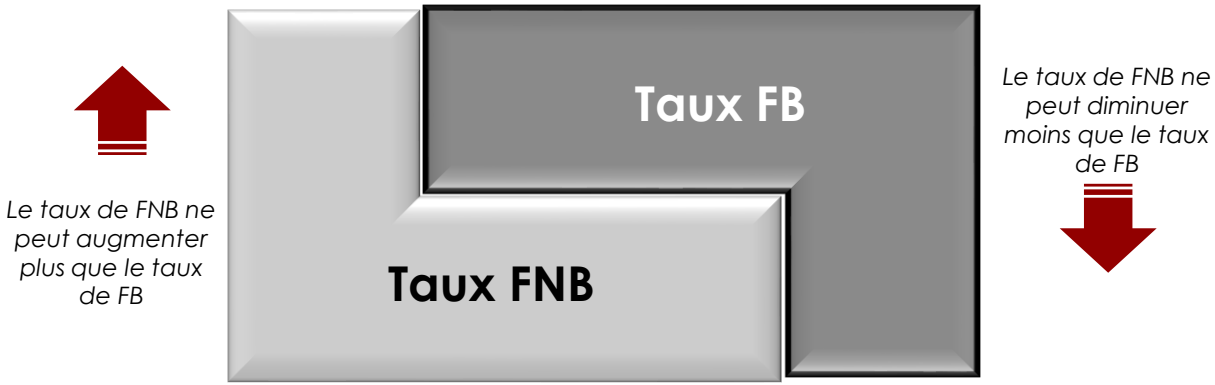
Les communes et EPCI à fiscalité propre ont retrouvé leurs pouvoirs de taux sur la THRS et la THLV au 1er janvier 2023

Pour une commune membre d'un EPCI en FPU dès 2023

Une **commune appartenant à un EPCI à FPU peut désormais** :

- augmenter librement son taux de **FB** (sans contraintes autres que le respect des taux plafonds)
- et, en tenant compte des variations proportionnelles de chacun des taux cités :
  - elle ne peut augmenter son taux de **FNB** plus fortement que son taux de **FB**
  - elle ne peut augmenter son taux de **THRS** plus fortement que son taux de **FB** (ou que le taux moyen pondéré de ses deux taxes foncières si son augmentation est plus faible que celle du seul FB),
  - si la commune souhaite baisser son taux de FB, elle devra également baisser dans la même proportion son taux de FNB et son taux de THRS. Mais elle a tout loisir de baisser uniquement l'un ou l'autre des taux de FNB et THRS sans avoir à baisser son taux de FB.

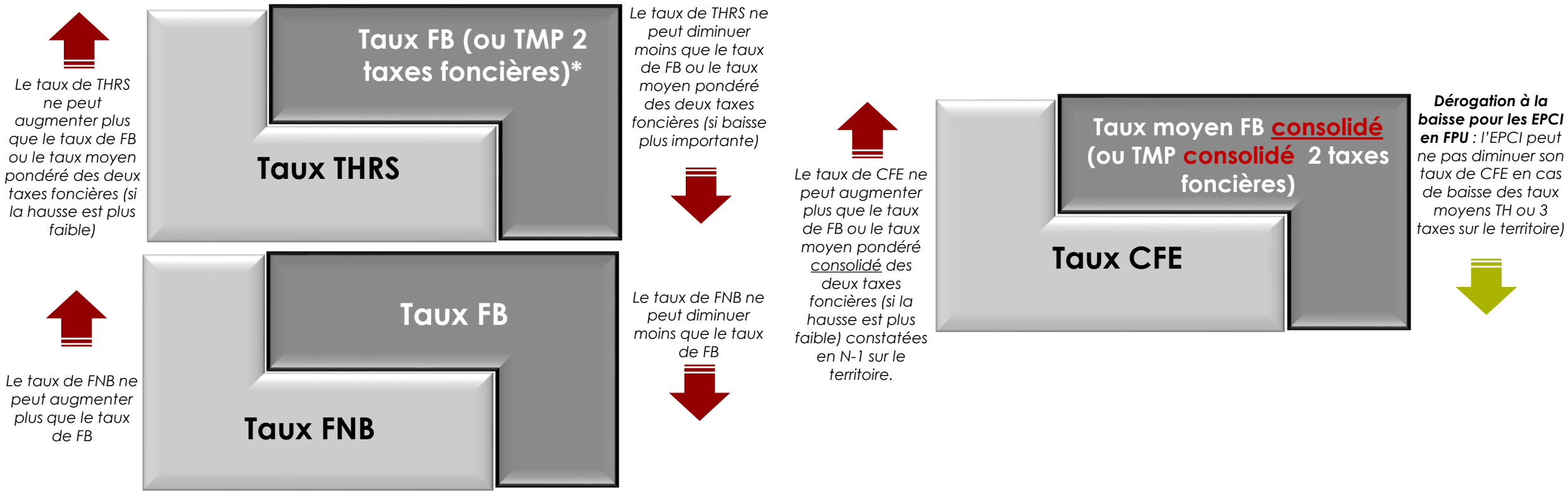




Pour un EPCI en FPU dès 2023

L'EPCI à FPU :

- Est soumis aux **mêmes règles que la commune pour ce qui concerne la variation de ses taux de THRS, FB et FNB :**
  - il peut augmenter librement son taux de FB,
  - il ne peut augmenter son taux de **FNB** plus fortement que son taux de **FB,**
  - il ne peut augmenter son taux de **THRS** plus fortement que son taux de **FB** (ou que le taux moyen pondéré de ses deux taxes foncières si son augmentation est plus faible que celle du seul FB),
  - si l'EPCI souhaite baisser son taux de FB, il devra également baisser dans la même proportion son taux de FNB et son taux de THRS. Mais il a tout loisir de baisser uniquement l'un ou l'autre des taux de FNB et THRS sans avoir à baisser son taux de FB.
- L'augmentation de son taux de CFE est toujours plafonnée par une variation des taux ménages prenant en compte en compte la **totalité des impôts perçus sur le territoire et non les seuls impôts prélevés par l'EPCI.**



L'article 151 de la LF 2024 crée un nouveau dispositif de majoration spéciale du taux de THRS, dérogeant aux règles de lien de droit commun et ouvert aux communes et EPCI dont le taux de THRS est inférieur à, respectivement, 75% de la moyenne communale départementale ou 75% de la moyenne nationale des EPCI

Un amendement du 14 octobre 2023 déposé par les députés Magnier et Marcangeli a été retenu dans la version du projet adoptée via la procédure de 49,3.

Il crée un nouveau dispositif de « majoration spéciale » du taux de THRS, sans lien, ouvert aux communes et aux EPCI à fiscalité propre, inspiré du dispositif de majoration spéciale existant pour la CFE.

Communes et EPCI concernés :

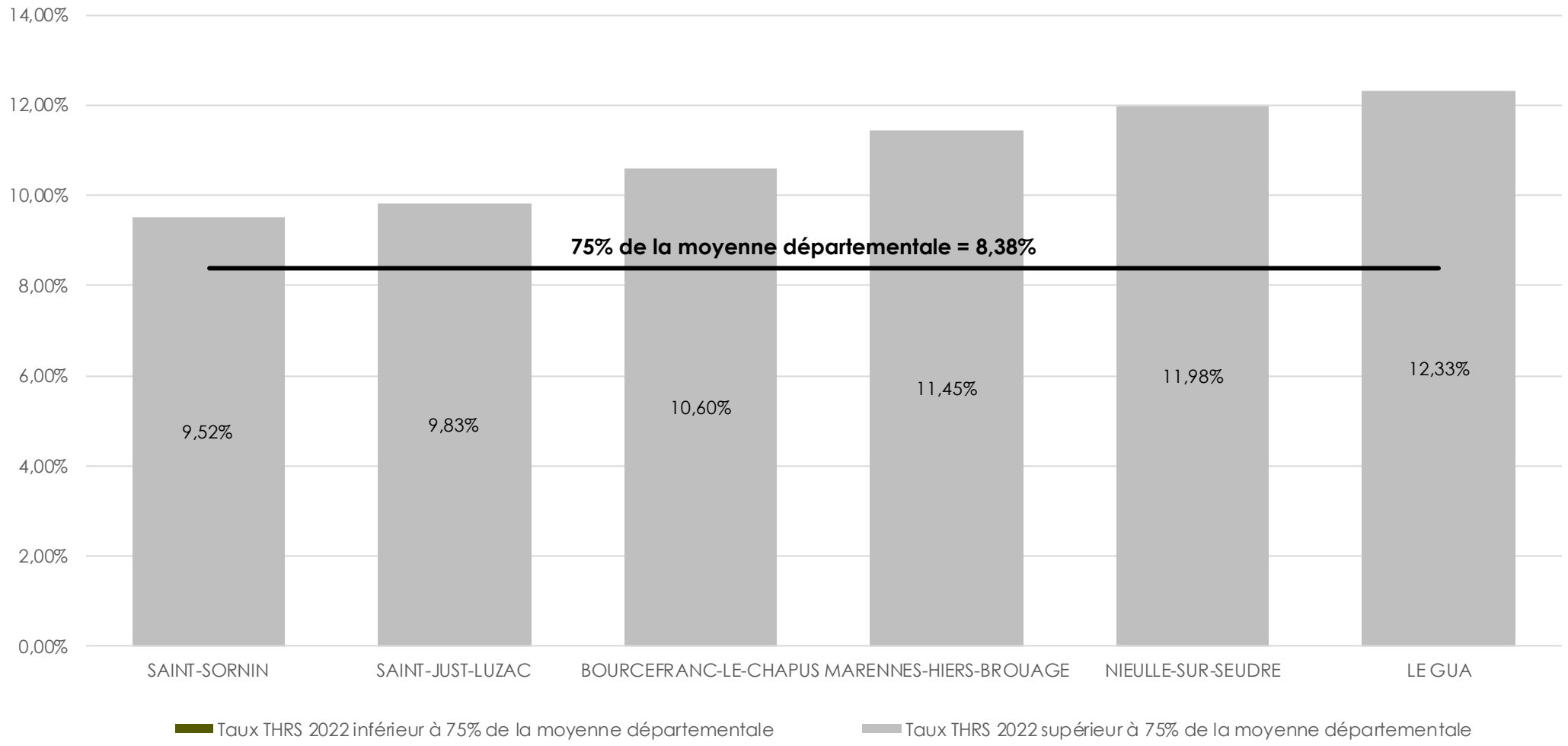
- Communes dont le taux de THRS est inférieur à 75 % du taux moyen constaté dans les communes du département l'année précédente.
- EPCI à fiscalité propre dont le taux de THRS est inférieur à 75 % du taux moyen national constaté dans les EPCI l'année précédente

Encadrement de la majoration annuelle :

- La majoration décidée **ne peut excéder 5% du taux moyen de référence.**
- Et elle **ne peut conduire à un taux de THRS supérieur au taux moyen de référence.**

En 2022, le taux moyen pondéré de THRS des communes de Charente Maritime s'élevait à 11,17%. Aucune commune de la CCBM n'appliquait, en 2022, un taux d'imposition THRS inférieur à 75% de la moyenne départementale (soit 8,38%).

Attention : l'application de la majoration spéciale THRS en 2024 dépendra des taux d'imposition THRS 2023 (non connus pour l'ensemble des communes du département à ce jour).



Article LF 2024	Objet
240	**Mise en place d'une garantie de sortie de la DNP majoration** : création d'une garantie pour les communes perdant l'éligibilité à la DNP majoration, non renouvelable et égale à la moitié de l'attribution reçue l'année précédente.
	Modification du critère du revenu dans le calcul de l'indice synthétique de la fraction cible de la DSR : le revenu par habitant utilisé jusqu'à présent est remplacé par la moyenne sur 3 ans du revenu par habitant.
	Actualisation du calcul du potentiel fiscal/financier suite à la suppression de la CVAE : prise en compte de la disparition de la CVAE, remplacée par une fraction de TVA. La référence à la CVAE dans le calcul du potentiel fiscal/financer communal, du potentiel fiscal des EPCI et du potentiel financier agrégé est remplacée par la TVA CVAE y compris FNAET.
71	**Nouvelle exonération de la taxe sur le foncier bâti** : notamment, les logements locatifs sociaux datant d'au moins 40 ans et qui font l'objet de travaux permettant d'améliorer la performance énergétique (classement F ou G vers B ou A) et de respecter les normes d'accessibilité, de qualité sanitaire ou de sécurité d'usage, pourront bénéficier d'une exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour une durée de 15 ans à compter de la date d'achèvement des travaux (25 ans si demande d'agrément déposée entre le 1er janvier 2024 et le 31 décembre 2026).
225	**Maintien du bouclier tarifaire pour l'électricité et du dispositif d'amortisseur électricité** : le bouclier tarifaire mis en place depuis février 2022 pour les petites collectivités est maintenu, permettant au gouvernement de fixer un niveau de tarifs réglementés de l'électricité inférieur à leur niveau de référence. L'amortisseur électricité, mis en place pour les collectivités non éligibles au bouclier tarifaire, est également maintenu, avec néanmoins un seuil de déclenchement qui est relevé.
241	**Assouplissement des règles de procédure permettant de déroger au droit commun pour la répartition du FPIC** : les délibérations fixant la répartition dérogatoire du FPIC entre l'EPCI et ses communes membres deviennent pluriannuelles.
243	**Réforme de la dotation de soutien aux communes pour la protection de la biodiversité et pour la valorisation des aménités rurales** : elle remplace la dotation biodiversité et son montant passe à 100 M€ en 2024 (41,6 M€ en 2023). Son attribution est élargie à l'ensemble des communes rurales dont une partie significative est couverte par une aire protégée ou jouxte une aire marine protégée.
247	**Elargissement du bénéfice de la dotation particulière relative aux conditions d'exercice des mandats locaux (DPEL)** : élargissement de l'éligibilité à la première et à la deuxième part de cette dotation à toutes les communes de moins de 1 000 habitants (moins de 500 pour la deuxième part), en supprimant le critère de potentiel financier jusqu'à présent appliqué ; élargissement de la part « protection fonctionnelle », qui ne concernait jusque-là que les communes de moins de 3 500 habitants, aux communes de 3 500 à 9 999 habitants.

✓ **La réforme des indicateurs de richesse fiscale et d'effort fiscal :**

Pour donner suite aux deux réformes fiscales majeures (suppression de la TH pour les résidences principales et baisses des impôts dits de « production »), une nouvelle définition du potentiel fiscal/financier et de l'effort fiscal a été instaurée par la loi de finances pour 2021 avec un mécanisme de neutralisation dégressive jusqu'en 2028. Concernant l'effort fiscal, ce coefficient de neutralisation était de 100% en 2022, reconduit à cette hauteur en 2023 (face aux critiques formulées de ce nouvel indicateur), il passera à 90% en 2024 (contre 80% dans le texte initial).

✓ **Création d'un « budget vert » et dette « verte » des collectivités territoriales :**

L'article 191 de la loi de finances pour 2024 instaure l'obligation pour les collectivités de plus de 3 500 habitants de se doter d'un « budget vert » à compter de l'exercice 2024. Ce document, annexé au compte administratif ou au compte financier unique, devra présenter les dépenses d'investissement qui, au sein du budget, contribuent négativement ou positivement, à tout ou partie des objectifs de transition écologique de la France.

En outre, l'article 192 de la loi de finances pour 2024 (mesure facultative) prévoit que le budget des collectivités de plus de 3 500 habitants appliquant l'instruction comptable M57 « peut comporter, à compter de l'exercice 2024, un état annexé intitulé « état des engagements financiers concourant à la transition écologique ». Cet état présente l'évolution, sur l'exercice concerné, du montant de la dette consacrée à la couverture des dépenses d'investissement qui, au sein du budget, contribuent positivement à tout ou partie des objectifs environnementaux [...] et indique la part cumulée de cette dette au sein de l'endettement global de la collectivité. »

✓ **Le fonds d'accélération de la transition écologique (fonds vert) :**

L'autorisation d'engagement du fonds vert passe de 2 milliards d'euros en 2023 à 2,5 milliards d'euros en 2024. Concernant son affectation : 500 millions d'euros seront réservés à la rénovation énergétique des écoles et 250 millions seront fléchés à l'élaboration des plans territoriaux climats air énergie.

✓ **Changement des modalités de versement de la TVA au 1er janvier 2026 :**

Le système actuel de versements d'une TVA prévisionnelle en début d'année, révisée à l'automne avec une régularisation l'année suivante au regard de la TVA définitive, sera supprimé. A compter du 1er janvier 2026, les versements de TVA seront opérés « au fil de l'eau » en fonction des encaissements de TVA nette mensuels (comme c'est le cas actuellement pour la TVA qui a remplacé la DGF des régions).

2.

SITUATION FINANCIÈRE DE LA CCBM À FIN 2023

Situation financière de la CCBM à fin 2023 : en résumé

En 2023, l'amélioration de la situation financière de la CCBM se confirme au regard de l'exécution budgétaire. Sa trajectoire financière s'inscrit ainsi dans celle fixée par le Conseil Communautaire : accroître les marges d'épargne de la communauté de communes afin de la doter des moyens suffisants pour financer un programme d'investissement majeur (près de 10 M€ en cumulé sur la période 2023-2026).

Sa situation financière s'avère ainsi bonne au regard des principaux indicateurs :

- ✓ **Son niveau d'épargne nette fin 2023 atteint son plus haut niveau « historique »** : près de 1,4 M€ en 2023 quand ce niveau d'épargne nette oscillait autour de 240 k€/an en moyenne entre 2014 et 2021 ;

- ✓ Avec un tel niveau d'autofinancement (l'épargne nette), **la communauté a pu financer ses dépenses d'équipement 2023 (505 k€) sans recourir à l'emprunt et accroître son résultat global de clôture :** 2,6 M€ qui servira au financement des restes à réaliser (environ 750 k€), à la gestion de la trésorerie, et qui pourra être mobilisé, en partie, dans les années futures pour financer ses projets.

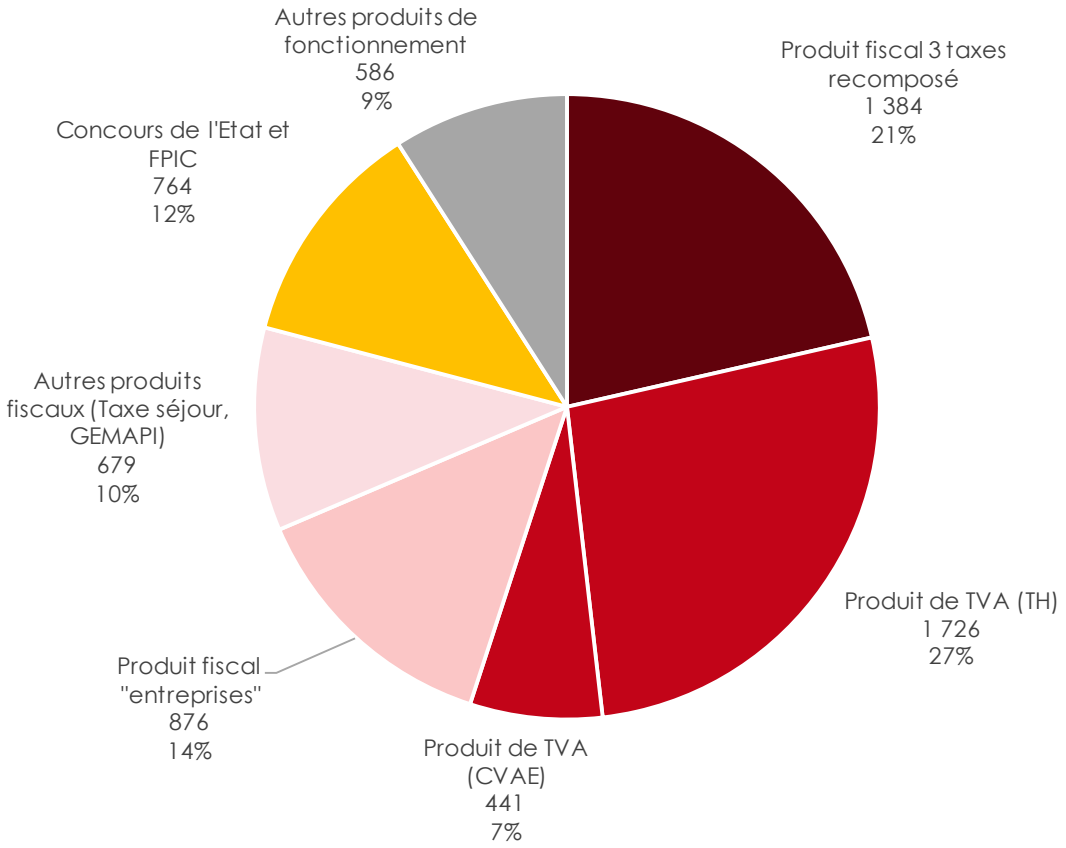
- ✓ **Son encours de dette est très faible** (659 k€ fin 2023 sur son budget principal, soit un montant plus faible que ses excédents cumulés). Il en est de même pour son délai de désendettement, à savoir le nombre d'années nécessaire pour rembourser sa dette si la communauté y consacrait l'ensemble de son épargne : moins d'1 an.

Cette forte progression des soldes intermédiaires de gestion de la CCBM en particulier au cours des 2 derniers exercices (+0,8 M€ d'épargne de gestion) est le résultat de deux effets conjugués :

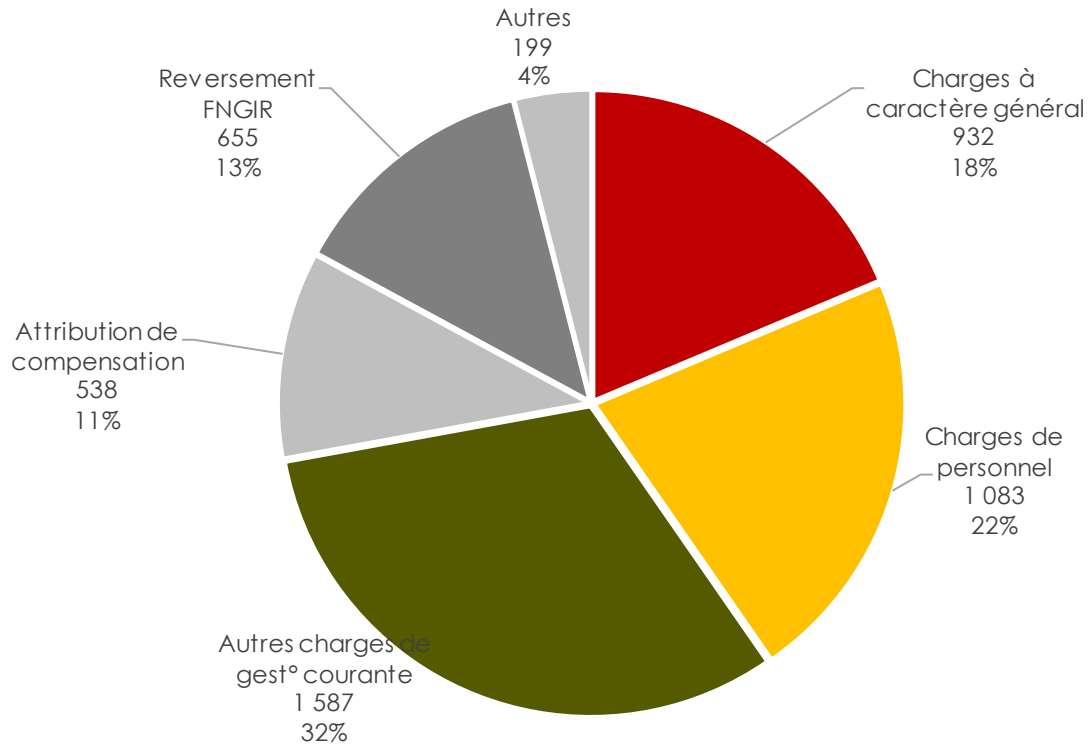
1. D'une **forte progression des produits de fonctionnement de la communauté (+1,5 M€ depuis 2021)** : création de la taxe foncière sur les propriétés bâties communautaire (taux d'imposition : 3,00% en 2023 ; produit fiscal FB perçu : 507k€), hausse conséquente du taux d'imposition de TH sur les résidences secondaires en 2023 (gain fiscal de THRS : +515k€), forte hausse du produit de TVA (+9,6% entre 2021 et 2022 ; puis +3,7% entre 2022 et 2023) suite à la reprise de l'activité et de la consommation au lendemain de la crise COVID et du retour de l'inflation, augmentation de la taxe de séjour et de la taxe GEMAPI et enfin grâce à la perception de participations conséquentes de ses partenaires pour le financement des différents projets (région, fonds européens, EPCI limitrophes etc…).

2. A l'inverse, dans un contexte de réflexion sur les projets communautaires et sur l'organisation de la CCBM, **ses charges de fonctionnement ont connu une croissance plus faible (+0,7 M€ depuis 2021) que celle des produits permettant à la CCBM d'accroître ses marges d'épargnes.** Cette hausse des charges de fonctionnement hors dette s'explique par la hausse des charges à caractère en raison notamment de l'inflation (dépenses d'énergie, hausse de coûts de maintenance,..), des études pour les projets communautaires et de la hausse de la participation au CIAS du Bassin de Marennes pour le financement de la politique de l'enfance en particulier. A l'inverse, les charges de personnel de la communauté connaissent une évolution très limitée : +1,6%/an depuis 2021 en moyenne.

Les produits de fonctionnement 6 456 k€



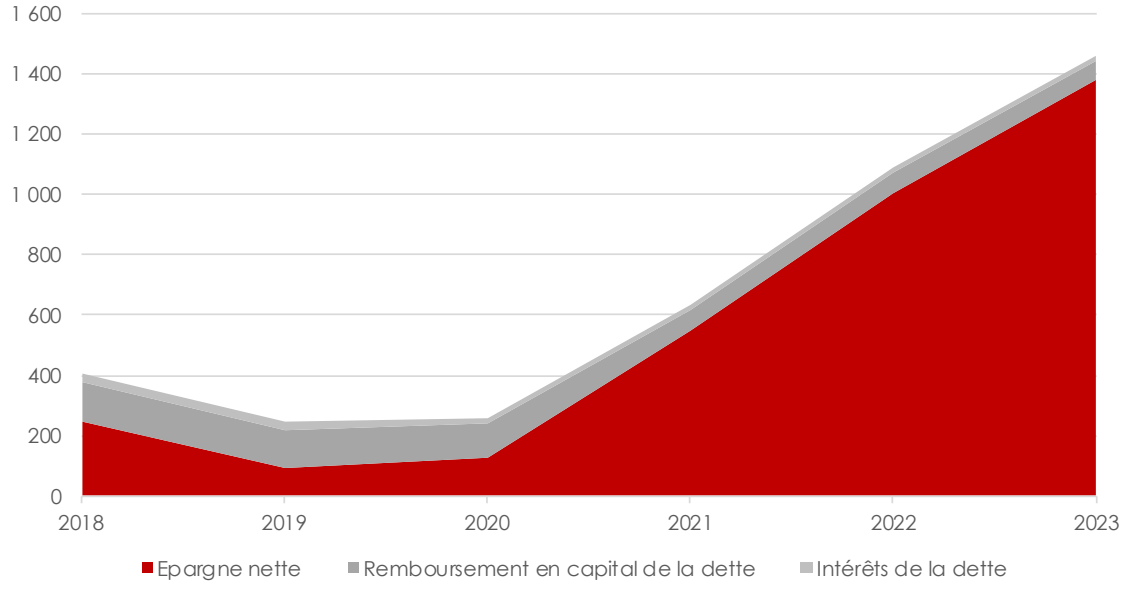
Les charges de fonctionnement hors dette 4 993 k€



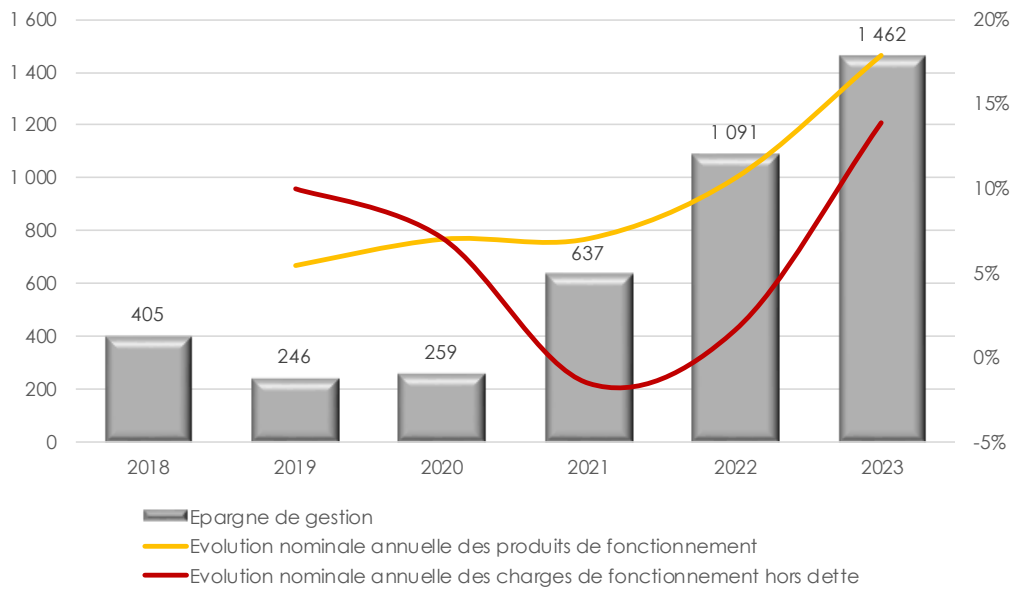
Epargne de gestion 2023 = 6 456 k€ - 4 993 k€ = 1 462 k€

Montants en K€	2018	2019	2020	2021	2022	2023	*2018 / 2023*	
							V°	*v° moy an.*
Produits de fonctionnement	4 393	4 630	4 953	4 954	5 478	6 456	*2 063*	*8,0%*
- Charges de fonctionnement hors dette	3 988	4 385	4 694	4 318	4 387	4 993	*1 005*	*4,6%*
= EPARGNE DE GESTION (EG)	**405**	**246**	**259**	**637**	**1 091**	**1 462**	***1 058***	***29,3%***
- Intérêts	28	27	18	21	19	17	*-12*	*-9,9%*
= EPARGNE BRUTE (EB)	**376**	**219**	**241**	**616**	**1 073**	**1 445**	***1 069***	***30,9%***
- Capital	132	127	114	67	67	62	*-70*	*-14,1%*
= EPARGNE NETTE (EN)	**244**	**92**	**127**	**549**	**1 005**	**1 383**	***1 139***	***41,5%***

La chaîne de l'épargne

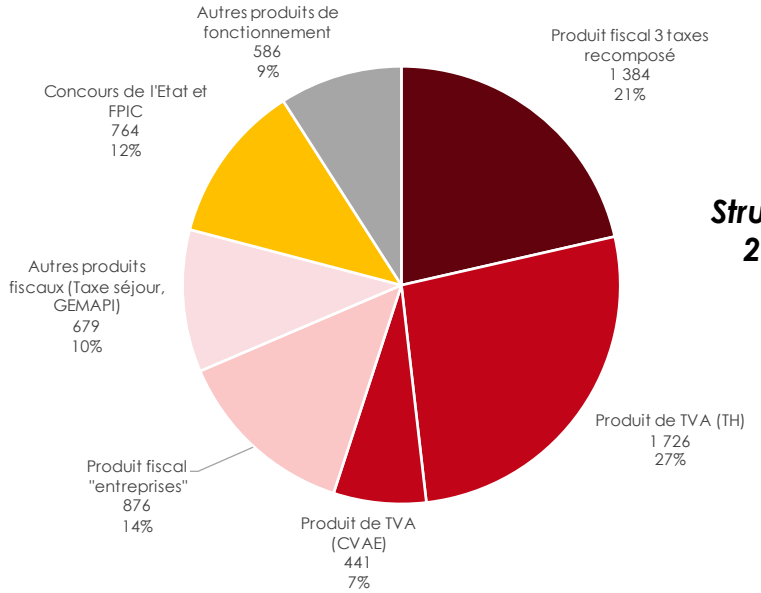


L'épargne de gestion

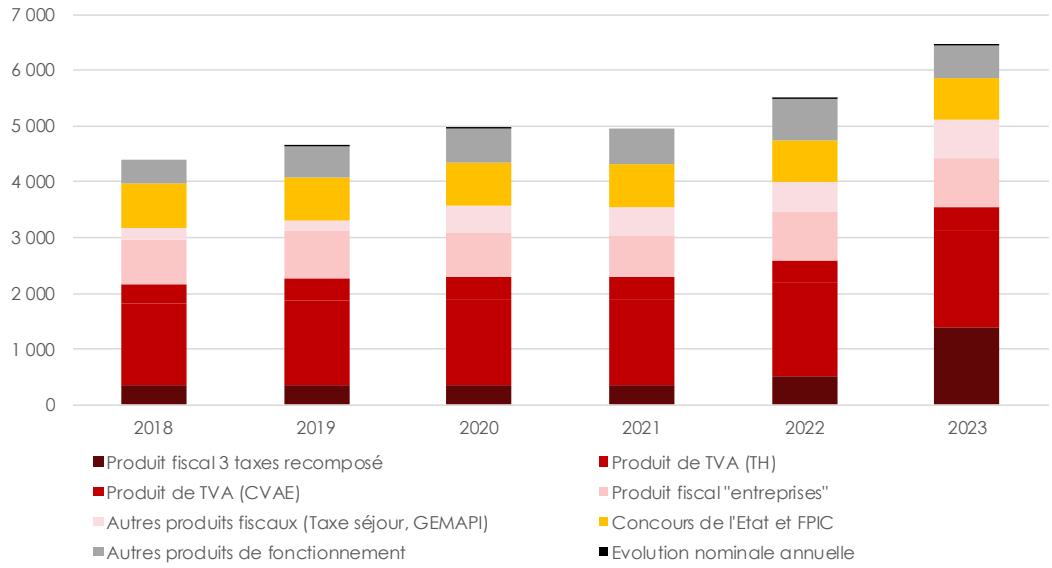


Les produits de fonctionnement

Montants en K€	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2018 / 2023 V°	2018 / 2023 V° moy an
Impôts et taxes recomposés	**3 185**	**3 318**	**3 575**	**3 547**	**3 991**	**5 106**	***1 921***	***9,9%***
Produit fiscal 3 taxes recomposé	340	352	346	356	520	1 384	*1 043*	*32,4%*
Produit de TH-RP / TVA (TH)	1 466	1 524	1 556	1 533	1 680	1 726	*260*	*3,3%*
Produit de CVAE / TVA (CVAE)	362	397	401	400	391	441	*79*	*4,0%*
Produit fiscal "entreprises"	783	844	782	752	871	876	*92*	*2,2%*
Produit GEMAPI	132	0	320	318	321	427	*295*	*26,4%*
Produit taxe de séjour	127	190	159	181	205	252	*125*	*14,7%*
Rôles supplémentaires / lissage	-26	12	12	7	2	0	*26*	*-145,5%*
Concours de l'Etat + FPIC	**800**	**770**	**761**	**765**	**763**	**764**	***-36***	***-0,9%***
DGF - dotation d'intercommunalité	414	384	385	385	387	388	*-27*	*-1,3%*
DGF - dotation de compensation	232	226	222	218	213	212	*-20*	*-1,8%*
Attribution FPIC	154	160	154	161	163	164	*10*	*1,3%*
Autres produits de fonctionnement	**408**	**542**	**617**	**643**	**724**	**586**	***178***	***7,5%***
Autres dotations et participations (74)	151	412	349	448	550	384	*233*	*20,6%*
Attribution de compensation reçue	55	35	35	33	33	35	*-21*	*-8,9%*
Divers (70) + (75) + (013)	135	79	105	126	139	119	*-16*	*-2,4%*
Produits exceptionnels (77 hors cessions)	67	16	129	37	2	48	*-19*	*-6,4%*
Produits de fonctionnement	**4 393**	**4 630**	**4 953**	**4 954**	**5 478**	**6 456**	***2 063***	***8,0%***
Variation annuelle		*238*	*322*	*2*	*524*	*978*		
Evolution nominale annuelle		*5,4%*	*7,0%*	*0,0%*	*10,6%*	*17,8%*		



Structure 2023



Focus sur la fiscalité communautaire

Montants en K€	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Base nette THRS	3 584	3 696	3 617	3 705	3 765	4 080
Taux d'imposition THRS	8,12%	8,12%	8,12%	8,12%	8,12%	20,00%
Produit fiscal THRS	**291**	**300**	**294**	**301**	**306**	**816**
Base nette THRP	15 966	16 544	16 811			
Taux d'imposition THRP	8,12%	8,12%	8,12%			
Produit fiscal THRP strict	**1 296**	**1 343**	**1 365**			
+ Compensation TH	169	181	191			
+ Produit de TVA(TH)				1 533	1 680	1 726
Produit fiscal TH-RP / TVA (TH)	**1 466**	**1 524**	**1 556**	**1 533**	**1 680**	**1 726**
Base nette FB	14 087	14 484	14 803	14 970	15 605	16 884
Taux d'imposition FB	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	1,00%	3,00%
Produit fiscal FB strict	**0**	**0**	**0**	**0**	**156**	**507**
+ Compensation FB - établiss. Industriels				0	0	0
Produit fiscal FB recomposé	**0**	**0**	**0**	**0**	**156**	**507**
Base nette FNB	671	706	697	738	776	817
Taux d'imposition FNB	4,58%	4,58%	4,58%	4,58%	4,58%	4,58%
Produit fiscal FNB	**31**	**32**	**32**	**34**	**36**	**37**
+ Produit taxe additionnelle FnB	19	19	20	22	22	24
Produit fiscal FnB y.c. TaFnB	**49**	**51**	**52**	**55**	**58**	**61**
Base nette CFE	2 107	2 067	2 082	1 984	1 989	2 142
Taux d'imposition CFE	24,75%	24,75%	24,75%	24,75%	24,75%	24,75%
Produit fiscal CFE strict	**521**	**512**	**515**	**491**	**492**	**530**
+ Compensation CFE - bases min < 5k€ de CA		32	35	45	53	52
+ Compensation CFE - établiss. Industriels				23	26	27
Produit fiscal CFE recomposé	**521**	**543**	**550**	**559**	**571**	**609**
Produit IFER	54	56	64	64	71	77
Produit TASCOM	208	244	167	128	230	190
Produit fiscal "entreprises"	**783**	**844**	**782**	**752**	**871**	**876**
Produit CVAE / TVA (CVAE)	**362**	**397**	**401**	**400**	**391**	**441**
Produit de la taxe GEMAPI	132	0	320	318	321	427
Produit de la taxe de séjour	127	190	159	181	205	252
Rôles supplémentaires / lissage	-26	12	12	7	2	0
Autres impôts et taxes	**233**	**201**	**490**	**506**	**528**	**679**
Impôts et taxes "recomposés"	**3 185**	**3 318**	**3 575**	**3 547**	**3 991**	**5 106**

L'analyse des impôts et taxes de la CCBM nécessite préalablement d'être recomposée en raison **des réformes fiscales majeures** intervenues au cours de cette période :

- ✓ A partir de 2019, **les entreprises soumises à la base minimum CFE et ayant un chiffre d'affaires inférieur à 5 000 € ont été exonérées de cotisation CFE**. La CCBM perçoit une compensation fiscale à ce titre (52k€ en 2023).

- ✓ A partir de 2021, **la CCBM ne perçoit plus la taxe d'habitation sur les résidences principales ni la compensation fiscale TH** (exonération de TH pour les personnes de plus de 60 ans, veufs/veuves, personnes handicapées sous condition de revenu). **La communauté perçoit à la place une quote-part de la TVA nationale** (2,7 M€ en 2021) et continue de percevoir le produit de TH sur les résidences secondaires. En 2022, son produit de TVA a très fortement progressé (+9,6%)* par rapport à 2021) en raison de la reprise économique et de la consommation au lendemain de la crise COVID 19 et du retour de l'inflation. En 2023, ce produit de TVA-TH a progressé de +3,7% par rapport à 2022.

- ✓ Dans le cadre du plan de relance et de la réduction des impôts dits de production acquittés par les entreprises, **la valeur locative des établissements industriels a été réduite de moitié** entraînant une perte de recettes fiscales CFE pour la CCBM. Cette perte de recettes fiscales a fait l'objet d'une compensation CFE de 27 k€ en 2023.

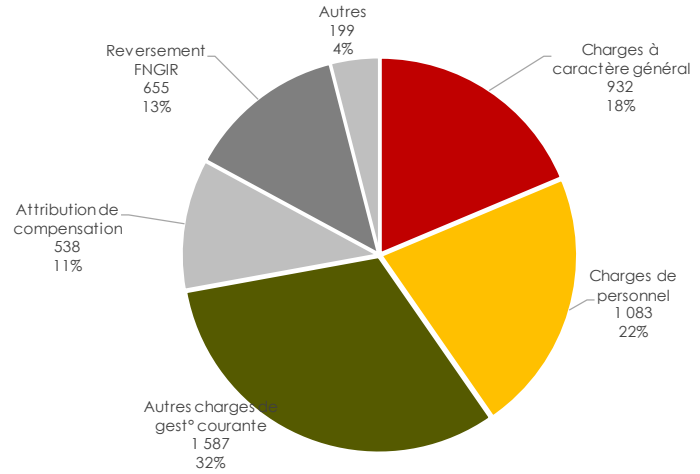
- ✓ En 2023, **la CCBM ne perçoit plus de CVAE qui a été compensée, là aussi, par une quote-part de TVA nationale** (cf. partie 1 – contexte national).

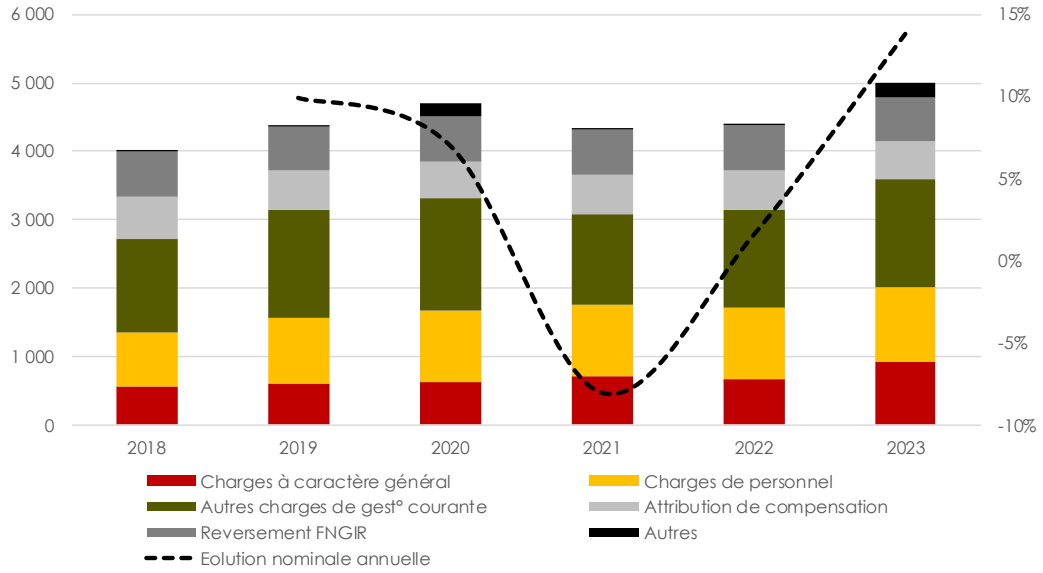
** La croissance de la TVA au titre de 2022 par rapport à 2021 ayant été plus faible en définitif (8,6%), une régularisation « négative » de 15k€ pour la CCBM a été opérée en 2023 (comptabilisée dans les charges de fonctionnement)*

Les charges de fonctionnement hors dette

Montants en K€	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2018 / 2023 V°	2018 / 2023 v° moy an
Charges fct courant strictes	**2 720**	**3 142**	**3 307**	**3 090**	**3 152**	**3 602**	***882***	***5,8%***
Charges à caractère général	**559**	**606**	**624**	**710**	**663**	**932**	***373***	***10,8%***
Energie - Electricité (60612)	*26*	*43*	*39*	*43*	*71*	*42*	*16*	*10,0%*
Chauffage urbain (60613)	*13*	*6*	*9*	*11*	*21*	*44*	*31*	*28,3%*
Entretien et réparation (615)	*69*	*61*	*113*	*148*	*121*	*177*	*108*	*20,8%*
Partenariat CA Rochefort Océan	*5*	*16*	*1*	*15*	*30*	*51*	*46*	*59,6%*
Solde charges à caractère général	*446*	*479*	*462*	*493*	*420*	*619*	*172*	*6,7%*
Charges de personnel	**794**	**952**	**1 047**	**1 049**	**1 051**	**1 083**	***289***	***6,4%***
Autres charges de gest° courante	**1 367**	**1 584**	**1 637**	**1 331**	**1 439**	**1 587**	***220***	***3,0%***
CIAS Bassin de Marennes	*650*	*795*	*684*	*588*	*586*	*681*	*31*	*0,9%*
PETR Pays Marennes Oléron	*205*	*192*	*154*	*132*	*132*	*143*	*-63*	*-7,0%*
Office de Tourism e Marennes Oléron	*242*	*262*	*262*	*262*	*262*	*262*	*20*	*1,6%*
Syndicat mixte Charente Aval	*0*	*5*	*55*	*47*	*60*	*79*	*79*	*s.o.*
CA Rochefort Océan	*0*	*0*	*0*	*0*	*54*	*55*	*55*	*s.o.*
Solde charges de gestion courante	*270*	*330*	*482*	*301*	*345*	*367*	*98*	*6,4%*
Charges exceptionnelles	**1**	**4**	**5**	**3**	**2**	**154**	***153***	***186,6%***
Atténuations de produits	**1 268**	**1 239**	**1 382**	**1 225**	**1 232**	**1 238**	***-30***	***-0,5%***
Attribution de compensation	**613**	**568**	**547**	**566**	**575**	**538**	***-75***	***-2,6%***
Reversement FNGIR	**655**	**655**	**655**	**655**	**655**	**655**	***0***	***0,0%***
Divers	**0**	**16**	**180**	**4**	**3**	**45**	***45***	***s.o.***
Charges fonctionnement hors intérêts dette	**3 988**	**4 385**	**4 694**	**4 318**	**4 387**	**4 993**	***1 005***	***4,6%***
Variation annuelle		*396*	*309*	*-376*	*69*	*607*		
Evolution nominale annuelle		*9,9%*	*7,0%*	*-8,0%*	*1,6%*	*13,8%*		

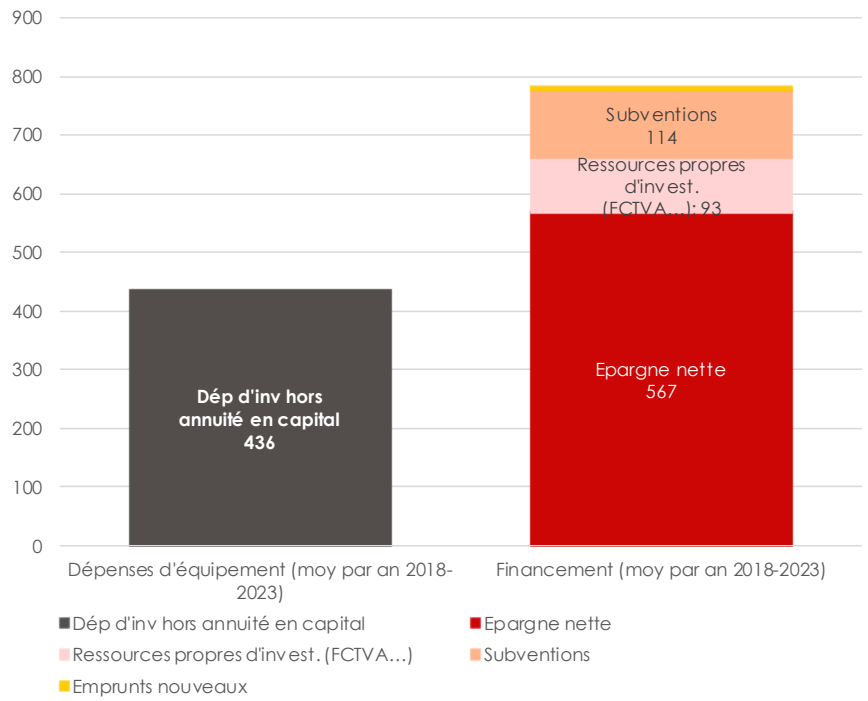
Structure 2023





Les dépenses d'équipement et leur financement

Montants en K€	2018	2019	2020	2021	2022	2023	Moy. annuelle 2018-2023 K€	€/hab	Struct.
Dép d'inv hors annuité en capital	**391**	**291**	**671**	**215**	**543**	**505**	***436***	***28 €***	***100,0%***
Financement de l'investissement	**433**	**181**	**634**	**713**	**1 238**	**1 488**	***781***	***50 €***	***179,2%***
EPARGNE NETTE	**244**	**92**	**127**	**549**	**1 005**	**1 383**	***567***	***36 €***	***130,0%***
Ressources propres d'inv. (RPI)	40	89	267	9	126	25	***93***	***6 €***	***21,3%***
FCTVA	*0*	*39*	*207*	*7*	*57*	*18*	***55***	***3 €***	***12,6%***
Produits des cessions	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	***0***	***0 €***	***0,0%***
Taxe d'aménagement et autres	*40*	*50*	*60*	*3*	*69*	*7*	***38***	***2 €***	***8,7%***
Subventions yc DETR	149	0	194	155	106	80	***114***	***7 €***	***26,1%***
EMPRUNT	**0**	**0**	**46**	**0**	**0**	**0**	***8***	***0 €***	***1,7%***
Variation de l'excédent global	42	-110	-37	498	695	983	***345***	***22 €***	***79,2%***



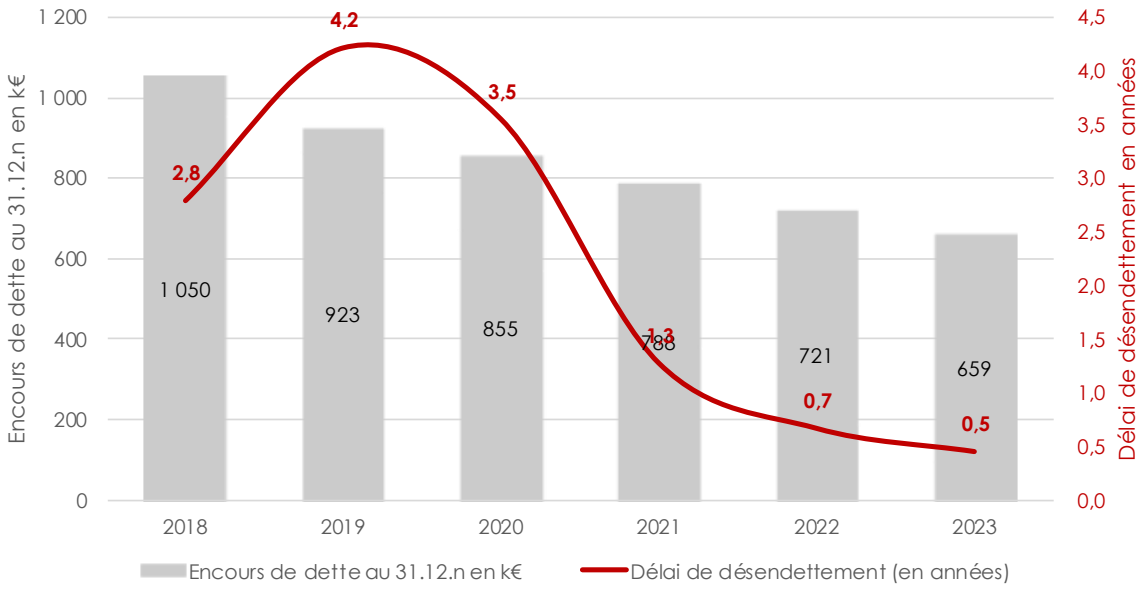
Depuis 2018, la CCBM réalise sur son budget principal 0,4 M€/an de dépenses d'équipement.

Ses dépenses sont financées exclusivement grâce à l'autofinancement, au FCTVA et aux subventions ; la communauté n'ayant quasiment pas emprunté sur la période.

L'encours de dette et le résultat global de clôture

L'encours de dette et le délai de désendettement

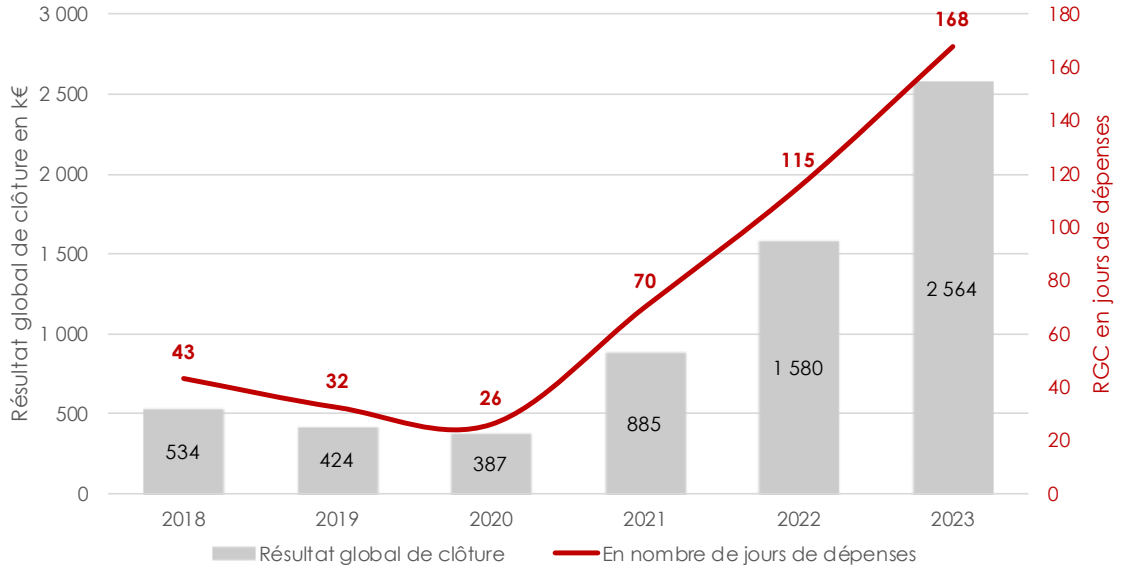
Montants en K€	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Encours de dette au 01.01.n	**1 182**	**1 050**	**923**	**855**	**788**	**721**
+ Emprunts nouveaux	0	0	46	0	0	0
- Remboursement en capital	132	127	114	67	67	62
Encours de dette au 31.12.n	**1 050**	**923**	**855**	**788**	**721**	**659**
/ Epargne brute	376	219	241	616	1 073	1 445
= Délai de désendettement (en années)	**2,8**	**4,2**	**3,5**	**1,3**	**0,7**	**0,5**



Sans recours à l'emprunt au cours des dernières années, la CCBM s'est désendettée tout au long de la période étudiée. Son encours de dette est ainsi passé de 1,2 M€ au 01.01.2018 à 0,7 M€ fin 2023.

Le résultat global de clôture

Montants en K€	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Résultat global de clôture (n-1)	**492**	**534**	**424**	**387**	**885**	**1 580**
+ Variation de l'RGC	**42**	**-110**	**-37**	**498**	**695**	**983**
Résultat global de clôture	**534**	**424**	**387**	**885**	**1 580**	**2 564**
En nombre de jours de dépenses	43	32	26	70	115	168



Depuis 2021, la CCBM accroit ses résultats qui s'élèvent à 2,6 M€ fin 2023 et qui lui permettront, dans les années futures, de financer ses restes à réaliser (environ 750 k€) et un programme d'investissement substantiel.

3.

PROSPECTIVE FINANCIERE

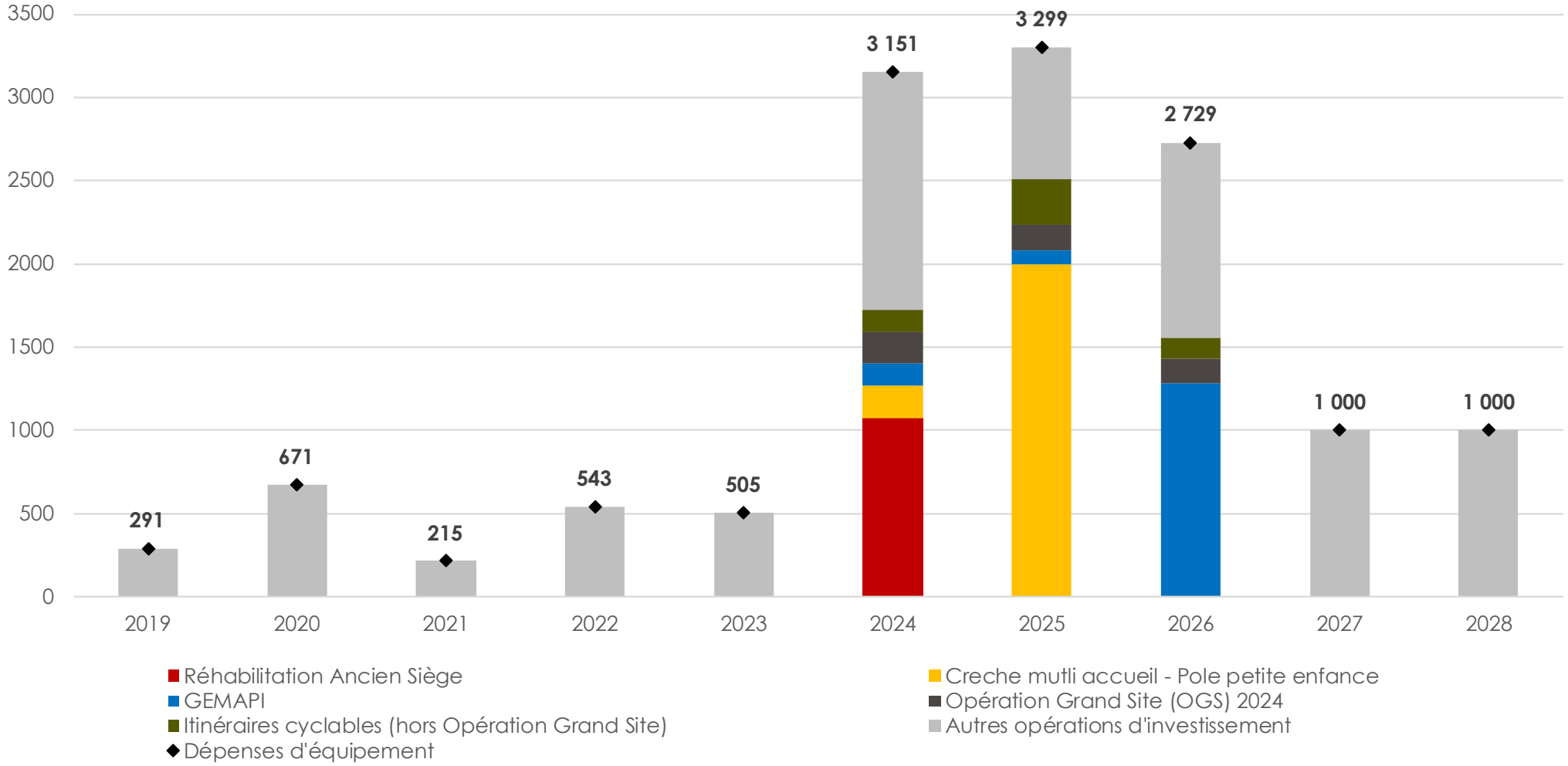
Le programme d'investissement de la CCBM actualisé (dépenses TTC)

Montants en k€	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Réhabilitation Ancien Siège		**1 071**	**0**	**0**		
Itinéraires cyclables (hors Opération Grand Site)		135	275	125		
Club de voile		35	0	0		
Aire de grands passages		52	218	0		
Creche mutli accueil - Pole petite enfance		**200**	**2 000**	**0**		
Aménagement Rond point des pompiers		0	60	400		
Aménagement des grossines - continuité UWL		38	42	300		
Réhabilitation du Gymnase		26	103	103		
Gestion portuaire		50	50	50		
ZA LES GROIX - Nieulle		70	0	0		
GEMAPI		**134**	**84**	**1 284**		
Stratégie Foncière		100	100	100		
Opération Grand Site (OGS) 2024		187	150	150		
Participation PIG - OPAH		137	137	137		
Matériel, équipements divers		167	80	80		
Restes à réaliser de 2023		750	0	0		
Dépenses d'équipement (budget principal)	**505**	**3 151**	**3 299**	**2 729**	**1 000**	**1 000**

Un programme d'investissement de 9,7 M€ (TTC) entre 2023 et 2026

Au cours des 3 prochaines années, la communauté prévoit un niveau de dépenses d'équipement de plus de 3 M€/an. Ce niveau d'investissement est en très forte hausse par rapport au niveau des dépenses d'équipement réalisées au cours des dernières années : 0,4 M€/an en moyenne entre 2018 et 2023.

Le programme d'investissement de la CCBM actualisé (dépenses TTC)

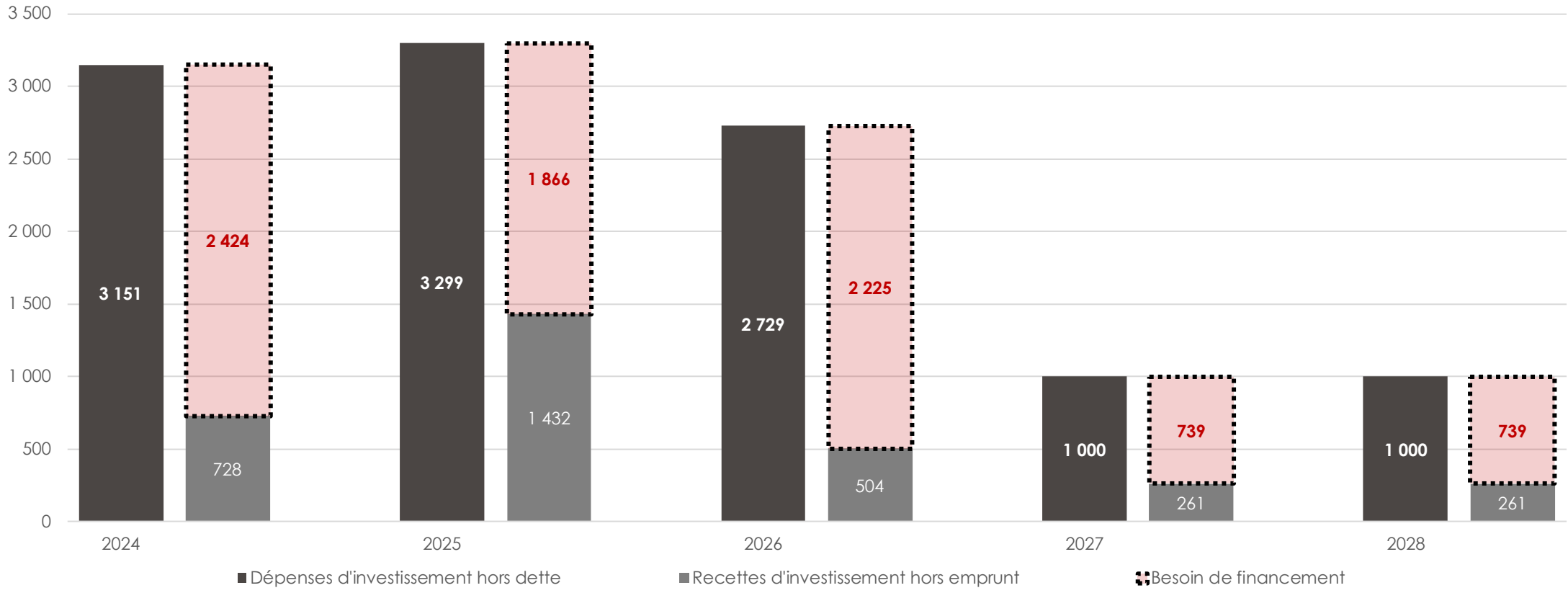


Le programme d'investissement de la CCBM actualisé (recettes d'investissement TTC)

Montants en k€	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Dépenses d'investissement hors dette (n)		3 151	3 299	2 729	1 000	1 000
x Taux des dépenses éligibles au FCTVA		80,0%	80,0%	50,0%	80,0%	80,0%
x 16,404%		16,404%	16,404%	16,404%	16,404%	16,404%
Produit de FCTVA	**18**	**414**	**433**	**224**	**131**	**131**
Réhabilitation Ancien Siège		150	0	0		
Itinéraires cyclables (hors Opération Grand Site)		50	113	50		
Creche mutli accueil - Pole petite enfance		0	857	0		
Aménagement Rond point des pompiers		0	0	200		
Aménagement des grossines - continuité UWL		84	0	0		
Autres subventions		0	0	0	100	100
Total subventions	**80**	**284**	**970**	**250**	**100**	**100**
Reversement taxe d'aménagement et divers	**7**	**30**	**30**	**30**	**30**	**30**
Total des recettes d'investissement hors emprunt	**105**	**728**	**1 432**	**504**	**261**	**261**

Pour financer ce programme d'investissement, la CCBM bénéficierait de 2,8 M€ de recettes d'investissement hors emprunt sur la période 2023-2026 : le FCTVA et les subventions principalement.

Le besoin de financement des opérations d'investissement nettes des recettes affectées

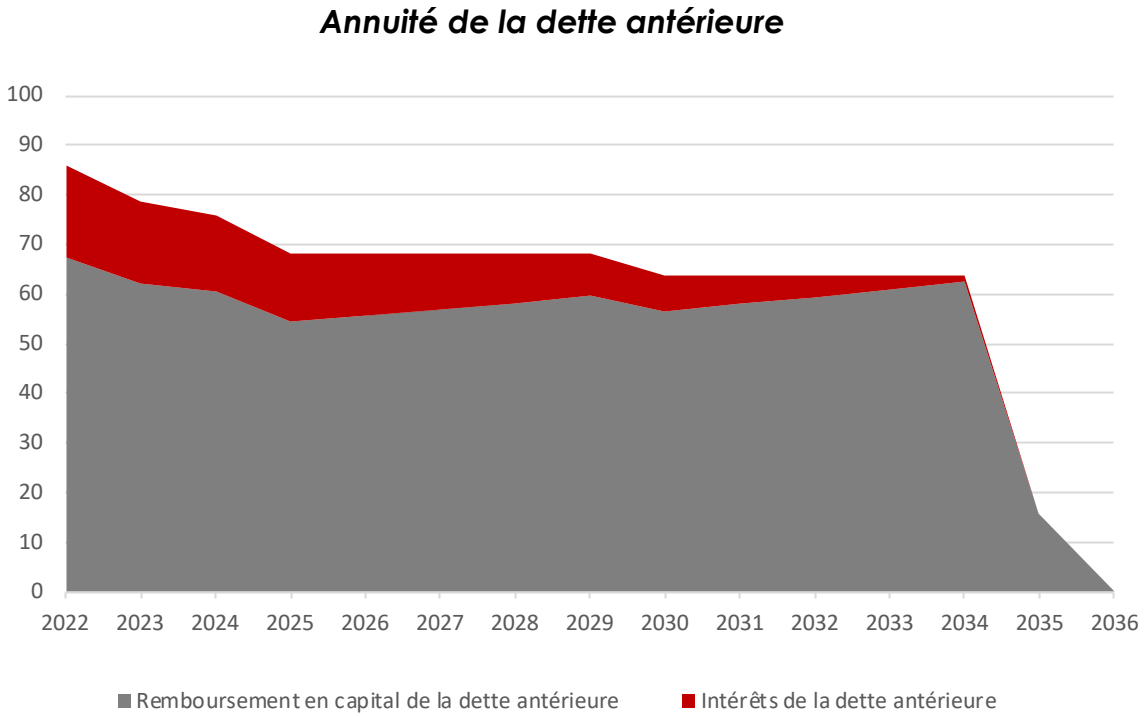


Les produits de fonctionnement à taux d'imposition constants

Montants en K€	2023	2024	2025	2026	2027	2028	*2023 / 2028*	
							V°	*Ev° moyan.*
Impôts et taxes recomposés	**5 106**	**5 177**	**5 314**	**5 527**	**5 659**	**5 789**	***683***	***2,5%***
Produit fiscal 3 taxes recomposé	1 384	1 438	1 476	1 507	1 535	1 564	*180*	*2,5%*
Produit de TH-RP / TVA (TH)	1 726	1 778	1 840	1 904	1 971	2 040	*314*	*3,4%*
Produit de CVAE / TVA (CVAE)	441	455	471	487	504	522	*80*	*3,4%*
Produit fiscal "entreprises"	876	906	928	948	969	983	*107*	*2,3%*
Produit GEMAPI	427	350	350	430	430	430	*3*	*0,1%*
Produit taxe de séjour	252	250	250	250	250	250	*-2*	*-0,1%*
Rôles supplémentaires / lissage	0	0	0	0	0	0	*0*	*s.o.*
Concours de l'Etat + FPIC	**764**	**795**	**821**	**837**	**852**	**865**	***101***	***2,5%***
DGF - dotation d'intercommunalité	388	406	435	456	474	491	*104*	*4,8%*
DGF - dotation de compensation	212	209	201	193	185	177	*-34*	*-3,5%*
Attribution FPIC	164	181	185	188	192	196	*32*	*3,6%*
Autres produits de fonctionnement	**586**	**610**	**572**	**562**	**564**	**566**	***-20***	***-0,7%***
Autres dotations et participations (74)	384	452	412	400	400	400	*16*	*0,8%*
Attribution de compensation reçue	35	35	35	35	35	35	*0*	*0,0%*
Divers (70) + (75) + (013)	119	123	125	127	129	131	*11*	*1,9%*
Produits exceptionnels (77 hors cessions)	48	0	0	0	0	0	*-48*	*-100,0%*
Produits de fonctionnement	**6 455**	**6 582**	**6 707**	**6 925**	**7 075**	**7 219**	***764***	***2,3%***
Variation annuelle		*127*	*124*	*219*	*149*	*145*		
Evolution nominale annuelle		*2,0%*	*1,9%*	*3,3%*	*2,2%*	*2,0%*		

Les charges de fonctionnement hors dette

Montants en K€	2023	2024	2025	2026	2027	2028	**2023 / 2028**	
							V°	*Ev° moyan.*
Charges fct courant strictes	**3 602**	**4 420**	**4 570**	**4 712**	**4 858**	**5 005**	***1 404***	***6,8%***
Charges à caractère général	**932**	**1 150**	**1 185**	**1 218**	**1 251**	**1 286**	***354***	***6,6%***
Charges de personnel	**1 083**	**1 495**	**1 540**	**1 583**	**1 627**	**1 672**	***588***	***9,1%***
Autres charges de gest° courante	**1 587**	**1 775**	**1 845**	**1 912**	**1 980**	**2 048**	***461***	***5,2%***
CIAS Bassin de Marennes	*681*	*800*	*850*	*900*	*950*	*1 000*	*319*	*8,0%*
PETR Pays Marennes Oléron	*143*	*183*	*187*	*190*	*193*	*197*	*54*	*6,6%*
Office de Tourisme Marennes Oléron	*262*	*279*	*285*	*290*	*295*	*300*	*37*	*2,7%*
Solde charges de gestion courante	*501*	*513*	*523*	*533*	*542*	*551*	*51*	*1,9%*
Charges exceptionnelles	**154**	**10**	**10**	**10**	**10**	**10**	***-144***	***-42,1%***
Atténuations de produits	**1 238**	**1 197**	**1 197**	**1 197**	**1 197**	**1 197**	***-40***	***-0,7%***
Attribution de compensation	**538**	**538**	**538**	**538**	**538**	**538**	***0***	***0,0%***
Reversement FNGIR	**655**	**655**	**655**	**655**	**655**	**655**	***0***	***0,0%***
Divers	**45**	**5**	**5**	**5**	**5**	**5**	***-40***	***-35,6%***
Charges fonctionnement hors intérêts dette	**4 993**	***5 628***	***5 777***	***5 920***	***6 065***	***6 213***	***1 219***	***4,5%***
Variation annuelle		*634*	*149*	*143*	*145*	*148*		
Evolution nominale annuelle		*12,7%*	*2,7%*	*2,5%*	*2,5%*	*2,4%*		



La dette antérieure :

La CCBM dispose d'un faible encours de dette (659k€ fin 2023) et **d'une faible extinction de dette au cours des prochaines années.** En effet, l'annuité de sa dette actuelle ne diminuera que de l'ordre de 20 k€ à horizon 2026.

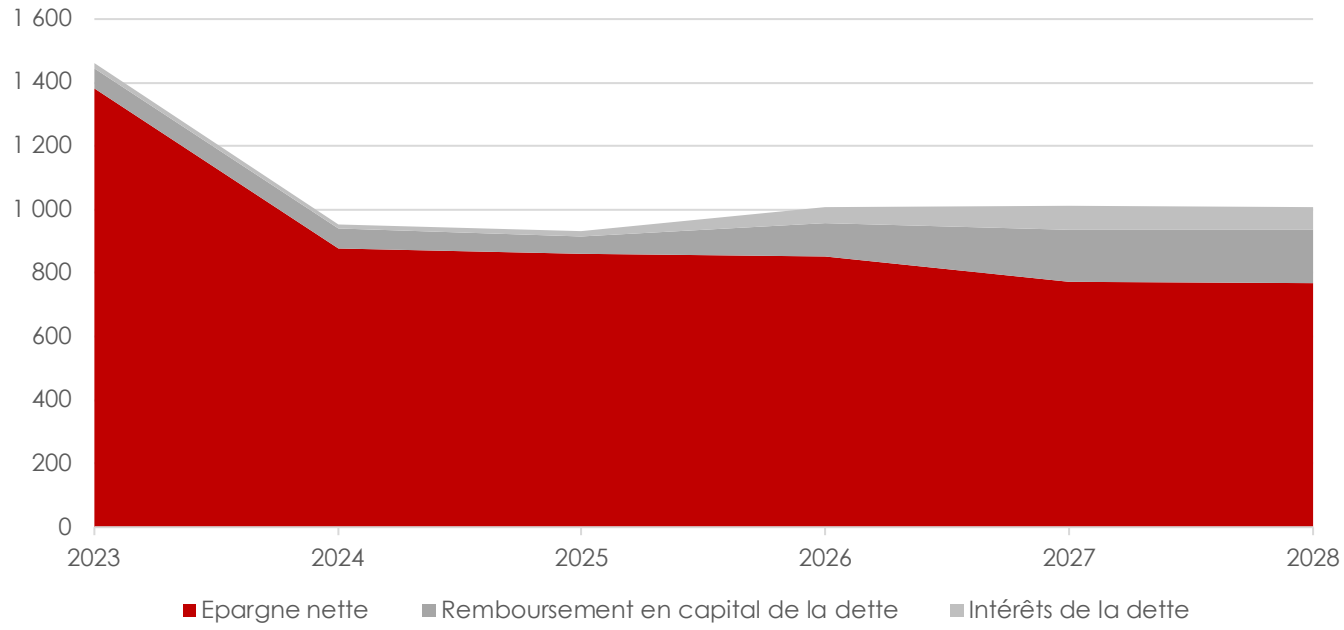
Aussi, tout nouvel emprunt contracté par la CCBM sera de nature à accroître son annuité de dette et donc à réduire d'autant son épargne nette (pas d'effets de substitution entre des emprunts qui arriveraient à terme et des emprunts nouveaux).

La dette nouvelle :

Les emprunts d'équilibre calculés à partir de 2024 font l'objet d'un remboursement à partir de l'année suivante pendant **15 ans avec un taux d'intérêt de 4,5% en 2024, 4,0% en 2025 et 3,5% pour les années suivantes** (annuité constante).

La chaîne de l'épargne

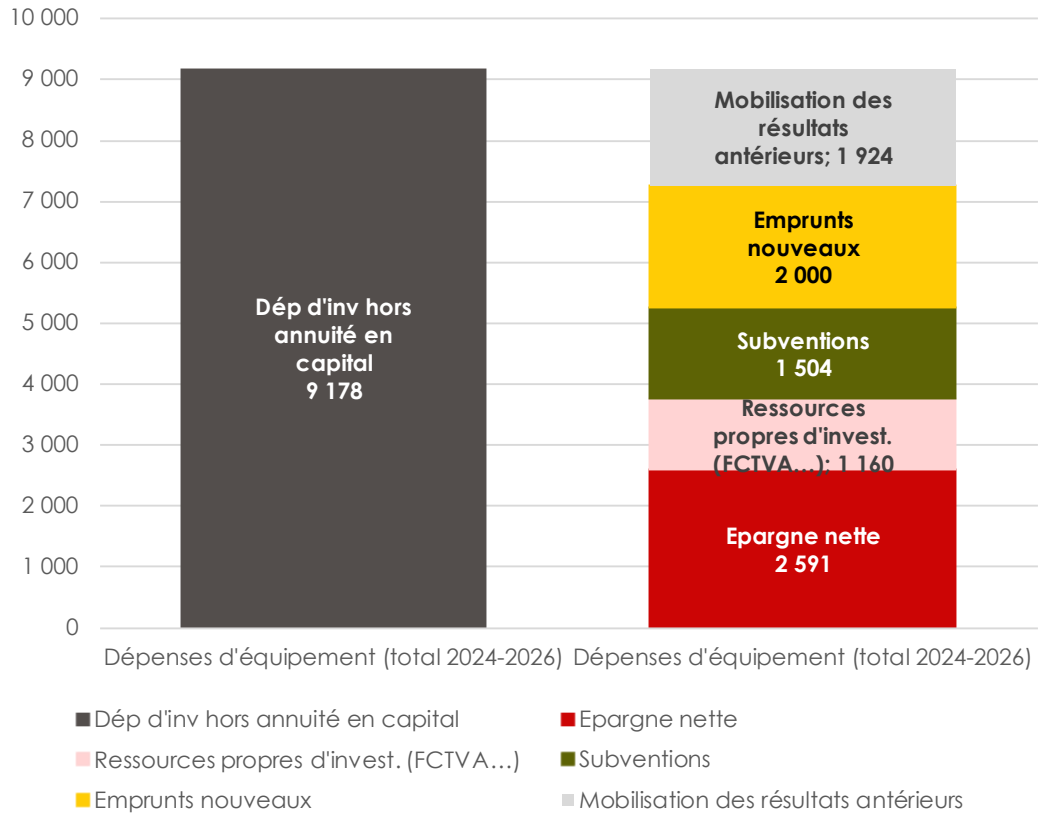
Montants en K€	2023	2024	2025	2026	2027	2028	*2023 / 2028*	
							V°	*Ev° moy an.*
Produits de fonctionnement	6 456	6 582	6 707	6 925	7 075	7 219	*763*	*2,3%*
- Charges de fonctionnement hors dette	4 993	5 628	5 777	5 920	6 065	6 213	*1 219*	*4,5%*
= EPARGNE DE GESTION (EG)	**1 462**	**955**	**930**	**1 005**	**1 010**	**1 006**	***-456***	***-7,2%***
- Intérêts	17	15	14	48	74	70	*53*	*32,8%*
= EPARGNE BRUTE (EB)	**1 445**	**939**	**916**	**958**	**935**	**937**	***-509***	***-8,3%***
- Capital	62	61	54	107	164	169	*107*	*22,2%*
= EPARGNE NETTE (EN)	**1 383**	**879**	**862**	**850**	**771**	**768**	***-616***	***-11,1%***



Le financement de l'investissement

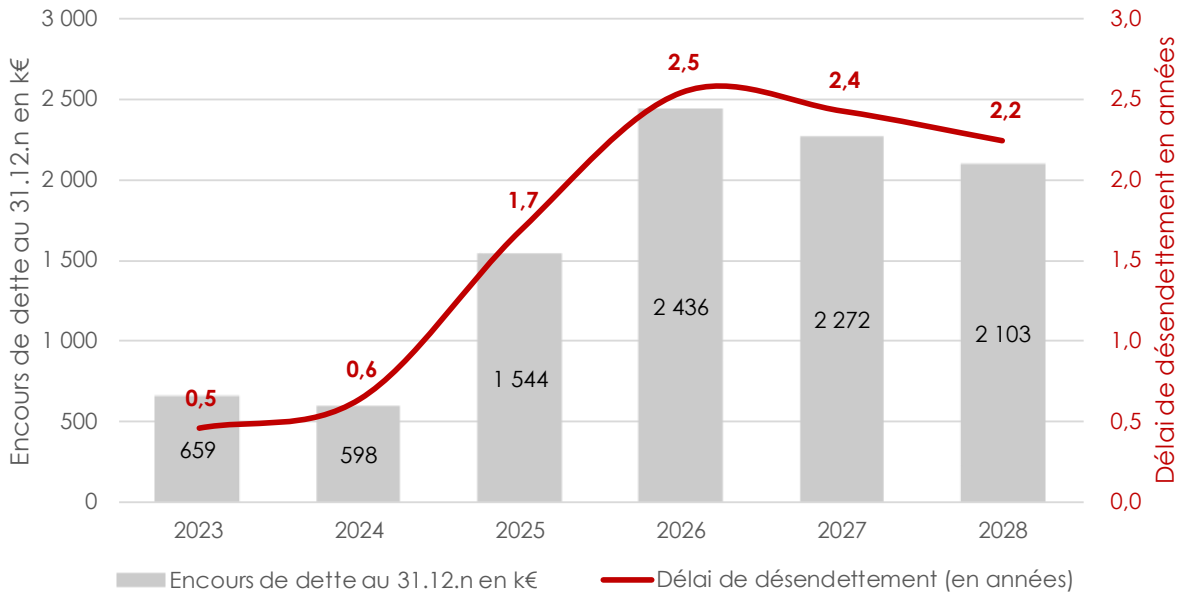
Montants en K€	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Dép d'inv hors annuité en capital	**505**	**3 151**	**3 299**	**2 729**	**1 000**	**1 000**
Financement de l'investissement	**1 488**	**1 607**	**3 294**	**2 354**	**1 032**	**1 029**
EPARGNE NETTE	**1 383**	**879**	**862**	**850**	**771**	**768**
Ressources propres d'inv. (RPI)	25	444	463	254	161	161
FCTVA	*18*	*414*	*433*	*224*	*131*	*131*
Produits des cessions	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
Taxe d'aménagement et autres	*7*	*30*	*30*	*30*	*30*	*30*
Subventions yc DETR	80	284	970	250	100	100
EMPRUNT	**0**	**0**	**1 000**	**1 000**	**0**	**0**
Variation de l'excédent global	983	-1 545	-5	-374	32	29

Le financement des opérations d'investissement de 2024 à 2026 en cumulé



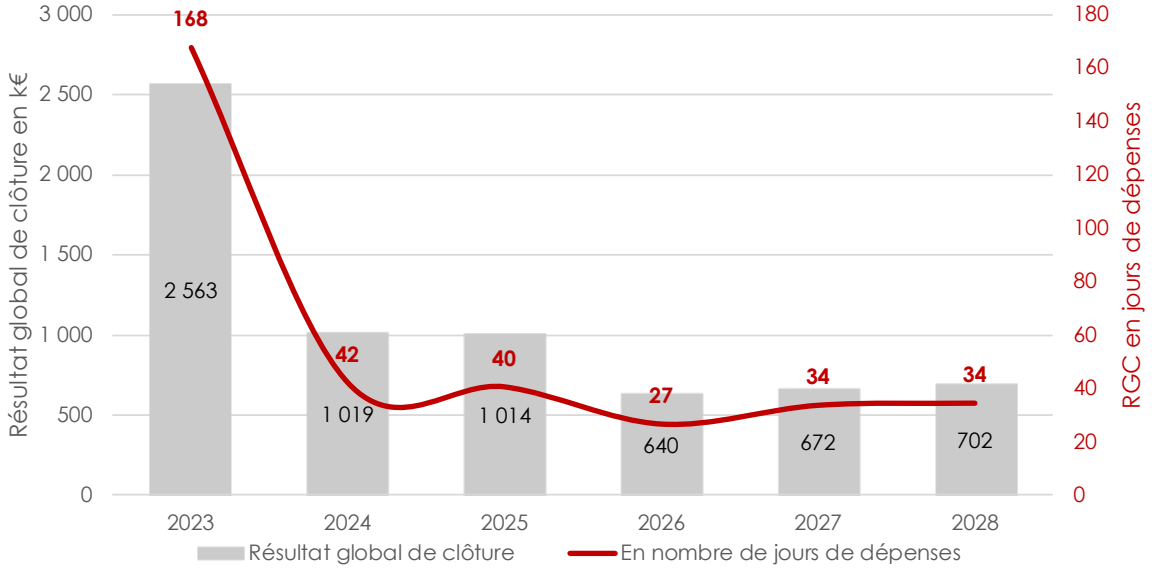
L'encours de dette et le délai de désendettement

Montants en K€	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Encours de dette au 01.01.n	**721**	**659**	**598**	**1 544**	**2 436**	**2 272**
+ Emprunts nouveaux	0	0	1 000	1 000	0	0
- Remboursement en capital	62	61	54	107	164	169
Encours de dette au 31.12.n	**659**	**598**	**1 544**	**2 436**	**2 272**	**2 103**
/ Epargne brute	1 445	939	916	958	935	937
= Délai désendettement (en années	**0,5**	**0,6**	**1,7**	**2,5**	**2,4**	**2,2**

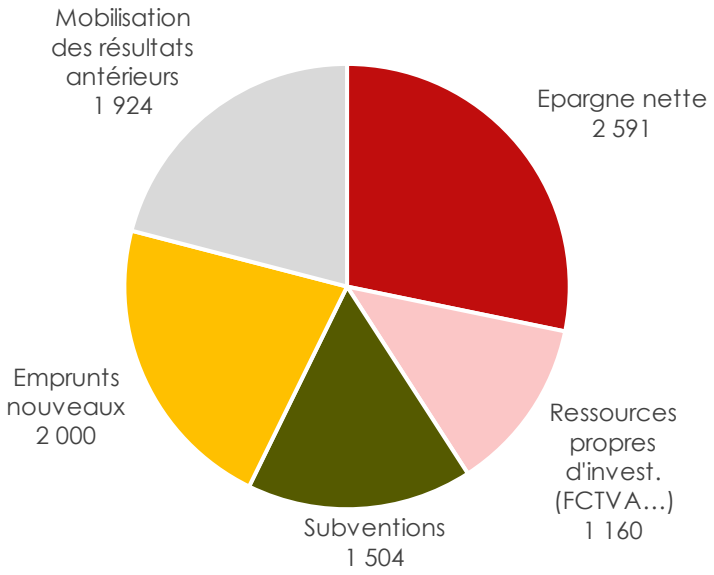


Le résultat global de clôture

Montants en K€	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Résultat global de clôture (n-1)	**1 580**	**2 563**	**1 019**	**1 014**	**640**	**672**
+ Variation de l'RGC	**983**	**-1 545**	**-5**	**-374**	**32**	**29**
Résultat global de clôture	**2 563**	**1 019**	**1 014**	**640**	**672**	**702**
En nombre de jours de dépenses	168	42	40	27	34	34



Le financement du programme d'investissement de 9M€ sur la période 2024-2026



La communauté de communes du Bassin de Marennes aborde cette deuxième partie de mandat avec un programme d'investissement majeur de 9 M€ au cours des 3 prochaines années (en rupture avec le niveau des dépenses d'équipement réalisées au cours des dernières années : 0,4 M€/an en moyenne).

Les décisions prises par le Conseil Communautaire notamment en matière fiscale ont permis à la communauté de se doter de marges d'épargnes importantes : 1,4 M€ d'épargne nette fin 2023.

Au regard des résultats du scénario de prospective financière actualisée, cette épargne nette serait mobilisée à hauteur d'1/3 en poids environ à la structuration des services communautaires pour porter un tel niveau de dépenses d'équipement (hausse de la masse salariale, études préalables des projets…) et au financement de l'évolution du fonctionnement des compétences communautaires (l'enfance par exemple via la hausse de la participation au CIAS du Bassin de Marennes).

Les 2/3 de cette épargne nette ainsi constituée en 2023 (soit environ 0,9 M€/an soit près de 2,6 M€ en cumulé sur 3 ans) seraient donc affectés au financement de son programme d'investissement (l'autofinancement).

En outre, la communauté bénéficierait du FCTVA et de subventions pour un montant total sur 3 ans évalué à près de 2,7 M€. Et enfin, la communauté dispose également fin 2023 d'un résultat global de clôture qui pourra être utilisé pour financer son programme d'équipement.

En conséquence, ce scénario de prospective financière montre que la CCBM pourrait financer ses dépenses d'équipement avec un recours limité à l'emprunt : 2 M€ d'emprunts pour 9M€ de dépenses d'investissement (voire moins dès lors que la réalisation effective des projets devait s'étaler sur une période un peu plus longue).

L'encours de dette de la CCBM s'élèverait à 2,6M€ fin 2026 et son délai de désendettement resterait faible : 2,5 ans.

Les résultats provisoires 2023 des Budgets de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes

,

N° budget	Budget	Fonctionnement	Investissement	Reste à Réaliser	
				Dépenses	Recettes
20800	Budget Principal	1 969 690	594 789	750 000	
20801	Plateforme de transit	84 323	74 435		
20802	ZAE Le Riveau	76 240	-126 211		
20803	ZAE Fief de Feusse	282 705	-36 396		
20804	ZAE Les Justices	18 739	111 313		
20805	ZAE Puits doux	4 882	-166 432		
20806	ZAE Les Grossines	0	-210 140		
Total Budget Principal et Annexes		2 436 579	241 358	750 000	
26000	Régie des déchets	246 632	1 342 054	50 398	
Total de Budget de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes		2 638 211	1 538 412	800 398	

Les ressources humaines

État des lieux

Les effectifs de la Communauté de Communes

Les effectifs se stabiliseront en 2024 pour un total de 30 agents au 1er janvier 2024 et 2 agents en détachement.

La répartition des effectifs par catégorie

Au 1er janvier 2024, les effectifs sont répartis de la façon suivante :

Catégorie	Nombre d'agents	Part totale en %	Nombre d'ETP
Catégorie C	6	20%	5.9
Catégorie B	2	6.66%	1.15
Catégorie A	6	24 %	6
Contractuel et Chargé de mission	16	53.33%	12.3
Total	**30**	**100%**	**19.35**

2 agents sont également en détachement dont un prendra fin au 01/04/2024

La répartition des effectifs par filière

Compte tenu de la structuration et de la nature de ses services, la collectivité emploie majoritairement des agents des filières administrative, technique et culturelle :

Filière culturelle : 7 agents (soit 1,66 ETP)
Filière administrative : 18 agents (soit 18 ETP)
Filière technique : 5 agents (soit4,9 ETP)

La masse salariale

Le montant du chapitre 012 projeté pour l'exercice 2024 pour le Budget Principal est de 1 495 000 € contre 1 278 000€ en 2023

Focus sur les mouvements de personnel 2024

Service Maison France Service : création d'un poste avec un financement en lien à hauteur de 25 000€ de l'Etat.
Service Espaces Naturel et Pistes Cyclables : création d'un poste avec une participation du Conseil Départemental à hauteur de 36 000€.
Service Coopération Projet de PNR : Création de poste avec un financement attendu de 60 % réparti entre la CARA et la CARO à hauteur de 27 500€.
Service des Ressources humaines : création d'un poste pour soutenir les services ressources.

Les Budgets Annexes

La Régie des déchets

Les dépenses de fonctionnement

Code	*Libellé*	*Réalisé 2021*	*Réalisé 2022*	*Total budget 2023*	*estim 2023*
011	Charges à caractère général	1 020 328,06	1 034 846,94	967 900,00	952 011,71
012	Charges de personnel et frais assimilés	591 996,25	625 681,85	732 150,00	641 757,49
65	Autres charges de gestion courante	569 280,31	838 832,32	889 300,00	875 542,54
66	Charges financières	8 778,71	8 734,34	8 000,00	7 304,32
67	Charges exceptionnelles	11 212,34	12 998,34	15 800,00	4 905,99
68	Dotations aux amortissements, dépréc. & provisions	0,00	0,00	6 500,00	0,00
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	104 952,73	183 218,96	228 995,35	223 598,81
	Totaux	**2 306 548,40**	**2 704 312,75**	**2 848 645,35**	**2 705 120,86**

Les recettes de fonctionnement

Code	*Libellé*	*Réalisé 2021*	*Réalisé 2022*	*Total budget 2023*	*Estim 2023*
013	Atténuations de charges	28 289,96	1 706,09	1 500,00	1 605,89
70	Produits des services, domaine et ventes diverses	1 927 744,32	2 313 212,71	2 280 000,00	2 236 653,62
75	Autres produits de gestion courante	2 044,48	33 434,71	5 000,00	2,47
76	Produits financiers	475 396,75	315 922,03	315 000,00	475 000,71
77	Produits exceptionnels	1 127,44	2 959,02	68 000,00	70 243,32
78	Reprises sur amortissements, dépréc. & provisions	11 650,00	3 183,00	11 300,00	4 119,31
002	Excédent de fonctionnement reporté	27 044,40	179 237,42	161 495,35	161 495,35
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	12 488,47	16 153,12	6 350,00	2 632,53
	Totaux	**2 485 785,82**	**2 865 808,10**	**2 848 645,35**	**2 951 753,20**

Dépenses :

En 2023 :

- baisse des charges à caractère général notamment liée à la baisse du coût de transports sur vente, une baisse du cout d'entretien des véhicules, une optimisation des dépenses
- hausse des charges courantes en raison de la hausse de la cotisation au SIL par rapport à 2022.

Projets 2024 :

- le chapitre 012 augmentera d'environ 200 000€ pour la régularisation des cotisations retraite pour 175 000€ compensée par une recette de 120 k€,
- La hausse de la cotisation du SIL pour 75 000€

Recettes :

En 2023 :

L'augmentation des recettes est liée notamment à la hausse des valeurs des matières premières, et à la facturation des professionnels.

Projets 2024 : Hausse des recettes par la redevance

Les dépenses d'investissement

Code	Libellé	Réalisé 2021	Réalisé 2022	Total budget 2023	Réalisé 2023
202301	**EQUIPEMENT DECHETTERIE 2023**	**0,00**	**0,00**	**48 000,00**	**24 292,30**
202302	**EQUIPEMENT ADMINISTRATIF**	**0,00**	**0,00**	**3 000,00**	**2 276,63**
27	**EQUIPEMENTS REDEVANCE INCITATIVE**	**9 039,00**	**30 233,00**	**0,00**	**0,00**
28	**MATERIEL COLLECTE ET DECHETTERIE**	**0,00**	**13 750,00**	**17 091,22**	**17 091,22**
32	**REAMENAGEMENT LE BOURNET**	**0,00**	**0,00**	**1 290 000,00**	**0,00**
33	**Matériel Roulant Camion OM/ JCB**	**507 945,96**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
***NI**	**Non-individualisée**	**0,00**	**1 416,69**	**0,00**	**0,00**
***OF**	**Opérations Financières**	**34 042,17**	**143 343,58**	**164 060,20**	**131 040,17**
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	26 710,20	0,00
13911	Etat et établissements nationaux	2 400,00	10 750,59	6 000,00	2 400,00
13912	Régions	167,32	167,32	250,00	167,32
13913	Départements	5 478,40	5 170,00	0,00	0,00
13918	Autres	4 442,75	65,21	100,00	65,21
1641	Emprunts en euros	21 553,70	127 190,46	131 000,00	128 407,64
	Totaux	**551 027,13**	**188 743,27**	**1 522 151,42**	**174 700,32**

Dépenses :

En 2023 :

L'investissement 2022 a notamment intégré l'acquisition de conteneurs, une colonne d'apport volontaire, le portail de la déchetterie de Le Gua ainsi que du renouvellement informatique

Pour 2023 :

- des études seront prévues pour la création de la nouvelle déchetterie,
- Le traitement de déchets amiante,
- l'achat de composteurs et bacs,
- le remplacement du bungalow,
- une remise aux normes des gardes corps de la déchetterie de la Madeleine
- le remplacement de matériels de bureautique également.

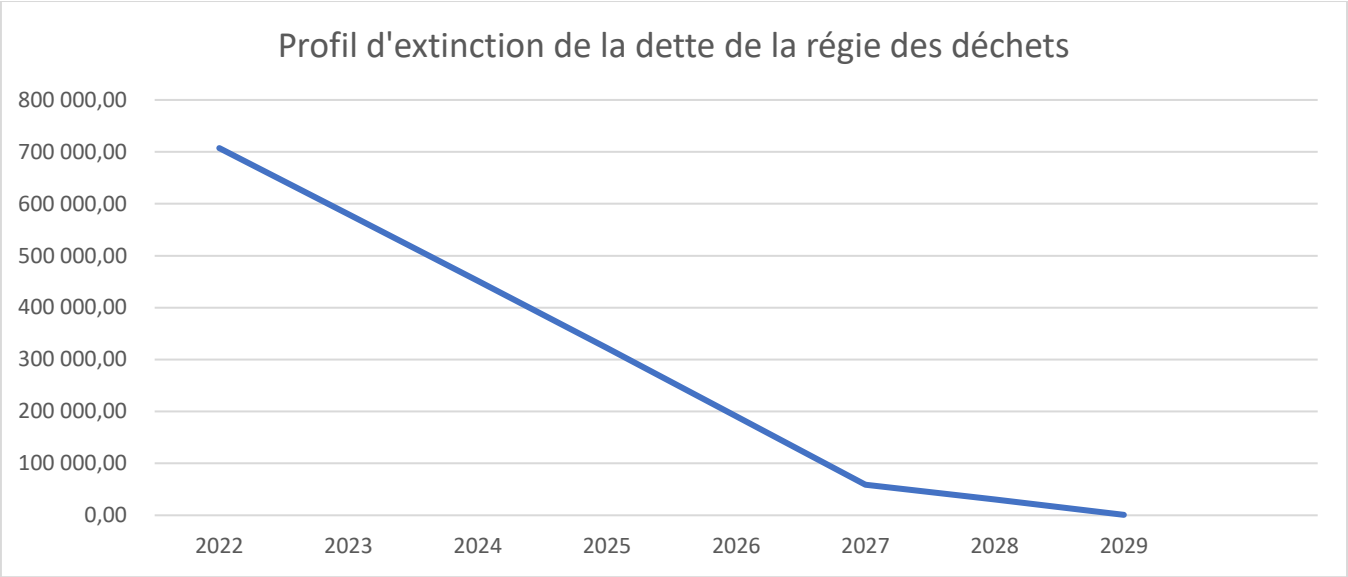
Les recettes d'investissement

Code	Libellé	Réalisé 2021	Réalisé 2022	Total budget 2023	Réalisé 2023
16	Emprunts et dettes assimilés	525 000,00	0,00	0,00	0,00
001	Excédent d'investissement reporté	1 219 754,78	1 298 680,38	1 293 156,07	1 293 156,07
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	104 952,73	183 218,96	228 995,35	223 598,81
	Totaux	**1 849 707,51**	**1 481 899,34**	**1 522 151,42**	**1 516 754,88**

Recettes :

En 2023 :

Les recettes d'investissement se limitent à la reprise du résultat d'investissement ainsi qu'aux opérations d'ordre (amortissement).



La Plateforme de transit

La plateforme de transit des produits de la mer de Bourcefranc-Le Chapus est principalement financée par les loyers des 3 opérateurs économiques utilisant l'établissement, à savoir : FRIGO TRANSPORTS 17, STEF TRANSPORTS et Transport FRANCHET.

Projet d'investissement :

Création de 2 chambres froides dans chaque zone occupée par les 2 principaux transporteurs locataires de la plateforme (STEF et DELANCHY) pour un montant de travaux d'environ 213 000€ HT. Cet investissement sera amorti par la hausse des loyers des opérateurs.

Les budgets annexes – Parcs d'activités économiques

Résultats prévisionnels :

N° budget	Budget	Fonctionnement	Investissement	Informations
20802	ZAE Le Riveau	76 240	-126 211	- Reste la vente d'un terrain à enregistrer d'environ 117 000€ (/s compromis avec le groupement Qualité des Huitres Marennes Oléron). - Reste la finalisation de la voirie pour environ 40 000€.
20803	ZAE Fief de Feusse	282 705	-36 396	- Reste la vente directe (sans recours à l'EPF) d'un terrain à initialement avec le Hangar 17, qui sera remis en vente, - un terrain est en commercialisation pour 62 460€ - Un développement de la zone (dit Fief de Feusse III), est prévue par l'acquisition de parcelles pour 60 000€ est prévu. - les travaux de finition à terminer pour certaine partie et commencer les études et travaux pour Fief de Feusse III.
20804	ZAE Les Justices	18 739	111 313	Pour 2024, il est prévu de conserver une enveloppe pour la finition de la tranche 1 pour 230 000€ - Reste la continuité de la tranche 2 étape 2 pour 400 000€ (travaux et études), - Vente de 3 lots de la tranche 2 pour 500 000€ environ - Vente de 2 terrains de la tranche 1 pour 190 000€
20805	ZAE Puits doux	4 882	-166 432	Une enveloppe sera positionnée pour réaliser des études
20806	ZAE Les Grossines	0	-210 140	La dernière vente générera une recette de 163 300€ HT (élaboration du permis de construire encours). Des travaux de finalisation sont à prévoir.